

# INFRASTRUCTURE ET CROISSANCE EN SIERRA LEONE

## RÉSUMÉ DU RAPPORT





# AVANT-PROPOS

La Banque africaine de développement considère que le manque d'infrastructure est un obstacle majeur à l'accélération de la croissance et à la réduction de la pauvreté dans les pays africains. Les dirigeants africains prennent de plus en plus conscience des avantages de la coopération régionale, et les pays mettent davantage l'accent sur les politiques et les options d'infrastructure qui accélèrent l'intégration économique. Dans ce contexte, il faut reconnaître que les pays sortant de longues périodes de conflit ou de troubles de gouvernance font face à des défis supplémentaires considérables qui les rendent intrinsèquement plus fragiles et vulnérables aux menaces. Dans le cadre de son effort global visant à contribuer à l'agenda de développement de l'Afrique, la Banque a lancé une série d'études sur les thèmes croisés de l'infrastructure, l'intégration régionale et la stabilité axés sur quatre Etats de l'Afrique de l'Ouest, à savoir la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria et la Sierra Leone.

Le présent rapport, premier de cette série, est centré sur la Sierra Leone. Les dix ans de conflit qui ont ravagé la Sierra Leone ont gravement endommagé son infrastructure, et même si les dirigeants du pays ont réussi à préserver sa stabilité pendant presque une décennie, le parc d'infrastructure de la nation reste insuffisant et mal entretenu. Il existe, cependant, des possibilités de renverser cette tendance, surtout si l'on tient compte des options régionales. L'objectif du rapport est de proposer des recommandations en vue de l'élaboration d'un plan d'action pour le développement de l'infrastructure en Sierra Leone. Ce plan s'inspire de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté de Sierra Leone, l'Agenda pour le changement, et des initiatives pour le développement des infrastructures régionales, parrainées par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest dont la Sierra Leone est membre. Le plan d'action en matière d'infrastructures vise les objectifs suivants : (i) donner la priorité aux investissements en infrastructure qui maximisent les avantages de l'intégration interne et de la stabilité nationale, et (ii) accorder la priorité aux investissements en infrastructure qui maximisent les avantages de l'intégration régionale pour la Sierra Leone. Les résultats de ces actions devraient concourir à assurer la stabilité régionale. Le rapport aborde des aspects importants de la stabilité, notamment l'emploi des jeunes, les mesures propres à réduire l'insécurité alimentaire, une gestion des ressources naturelles favorable aux pauvres, et l'amélioration de la pénétration des services dans l'arrière-pays.

Des initiatives nationales et régionales synchronisées permettraient de s'attaquer plus efficacement et plus durablement à nombre de ces défis et d'en atténuer les impacts. Diverses études montrent que l'augmentation

du stock d'infrastructures stimule la croissance et contribue à accroître le produit intérieur brut. Dans les pays qui connaissent de graves déficits d'infrastructure, le rendement économique des investissements d'infrastructure est encore plus favorable. Les investissements dans les infrastructures sont un facteur essentiel de progrès de l'agriculture et un élément fondamental pour le développement humain, notamment la fourniture de services de santé et d'éducation aux populations pauvres. Le secteur de l'infrastructure recèle d'énormes possibilités inexploitées pour la création d'emplois productifs. Consciente de ces faits, la Banque a adopté une orientation stratégique dont les éléments clés sont le développement des infrastructures et l'intégration économique de l'Afrique.

Ce rapport est important pour plusieurs raisons. Premièrement, il fournit au gouvernement, à la communauté des donateurs internationaux et au secteur privé, une évaluation détaillée des opportunités d'investissement d'infrastructure en Sierra Leone. Il donne également au gouvernement sierra-léonais des arguments convaincants pour encourager et mobiliser le soutien des parties prenantes et des partenaires au développement pour aller de l'avant. Deuxièmement, il propose un plan d'action pour la réhabilitation des infrastructures et l'amélioration de la fourniture des services d'infrastructure en Sierra Leone dans les années à venir, permettant ainsi de combler les lacunes là où il y a une absence de plan directeur à long terme. Troisièmement, le rapport sensibilise les lecteurs aux défis particuliers de la fourniture de services d'infrastructure et de ses avantages à l'ensemble de la population sierra-léonaise, gage de la stabilité à long terme de la Sierra Leone dans l'avenir. Enfin, il constitue une plateforme de discussion des problèmes de la Sierra Leone en rapport avec les États voisins, dans le double contexte de l'Union du fleuve Mano et de la CEDEAO. Sous ces perspectives, ce rapport peut contribuer à la reprise soutenue et à l'accélération des avancées en matière de développement en Sierra Leone.



*Aloysius Uche Ordu*

Vice-Président, Programmes pays, régionaux et politiques  
Groupe de la Banque Africaine de Développement



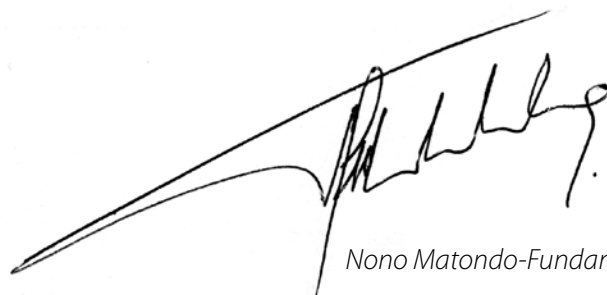
# PRÉFACE

En avril 2011, la Sierra Leone célébrait ses 50 ans d'indépendance. Ces célébrations ne pouvaient mieux tomber, eu égard, notamment, au fait que les armes s'étaient tues et la paix régnait depuis près d'une décennie. Dans son document de stratégie de réduction de la pauvreté – l'Agenda pour le changement – la Sierra Leone déclare clairement que la croissance et le développement économiques sont impossibles en l'absence d'infrastructures adéquates. Dans le même temps, l'histoire récente du pays enseigne que les retombées économiques et sociales de la croissance doivent profiter à toutes les composantes de la nation. L'objectif de l'investissement d'infrastructure doit être non seulement d'équiper les centres urbains et les zones rurales, mais aussi de fournir des services d'infrastructure de qualité, disponibles et abordables à un grand nombre de citoyens et pas seulement à quelques privilégiés.

Ce rapport présente l'évaluation de l'état actuel des infrastructures et des services dans les secteurs des transports, de l'énergie électrique, des TIC, de l'eau et de l'assainissement en Sierra Leone, ainsi que le rôle qu'ils jouent dans les initiatives de développement des infrastructures régionales de l'Union du fleuve Mano et de la CEDEAO. Le présent document, qui se veut une synthèse de l'étude proprement dite, fait ressortir les points saillants et les principales recommandations du rapport complet. Ce rapport est divisé en trois chapitres. Le premier chapitre analyse la situation actuelle, ainsi que les facteurs à l'origine des conflits passés et constitutifs des vulnérabilités persistantes, les indicateurs de performance sociale et économique, l'état des infrastructures et les politiques stratégiques qui guident la nation. Le chapitre deux jette un regard prospectif sur la marche du pays et évalue les secteurs prometteurs de l'économie qui sont susceptibles d'accélérer la croissance si les mesures contraignantes sont adoptées et les contraintes d'infrastructure levées. Considérant la grande incertitude qui entoure l'avenir et la question des données, l'approche par scénario reposant sur des critères de sélection soigneusement définis à l'approche prévisionnelle a été préférée.

Le chapitre trois présente les plans d'investissement dans le domaine de l'infrastructure en scénario de référence et option, qui, associés aux mesures d'accompagnement, contribueront à libérer le potentiel de croissance des secteurs prometteurs de l'économie sierra-léonaise. Chaque chapitre est résumé dans cette synthèse. Le rapport complet est disponible en ligne à l'adresse : [www.afdb.org/sierra-leone](http://www.afdb.org/sierra-leone).

Ce rapport est le fruit d'un large processus de consultation, impliquant la participation des parties prenantes, tant en interne à la Banque qu'au niveau des pays. Sa préparation a nécessité de nombreuses séries d'entretiens et de consultations avec la direction et le personnel professionnel de la Banque, les fonctionnaires du gouvernement sierra-léonais et les partenaires au développement, entre février et juin 2011, ainsi qu'un atelier consultatif à Freetown pour forger un consensus sur les priorités et les actions à mener. Ce rapport ne marque pas la fin d'une initiative, mais un début. La Banque africaine de développement espère voir le dialogue se poursuivre dans l'optique du développement d'approches novatrices et viables en matière d'investissement dans les infrastructures par des moyens propres à renforcer la stabilité nationale, améliorer l'intégration de la Sierra Leone et établir la prospérité dans la région.



*Nono Matondo-Fundani*

Directeur, Département régional Ouest 2 (ORWB)  
Groupe de la banque africaine de développement

# REMERCIEMENTS

Ce rapport a été préparé par une équipe de personnel professionnel et de consultants de la Banque africaine de développement, dirigée par Stefan Muller, économiste-pays en chef, Département régional Ouest 2 (ORWB), qui a préparé les termes de référence, développé la méthodologie et l'approche analytique et qui en a supervisé la préparation.

L'équipe de fonctionnaires de la BAD a inclus: Jamal Zayid (Economiste Pays principal), Élise Akitani (Ingénieur Electricien Supérieur), Jacques Moulot (Ingénieur Electricien en chef) Cecil Nartey (Chargé Programme Pays principal), Sheikh Sesay (Macro économiste), Christian Tucker (Expert en Agriculture), Ibrahim Wilson (Expert en Infrastructure), Richard Malinga (Ingénieur des Transports supérieur), Ali Yahiaoui (Chargé en chef en TIC), Jack Salieu (Ingénieur-chef en TIC), Nirina Letsara (Statisticienne), Amel Feidi (Aide Statisticienne) et Christophe Baradandikanya (Administrateur de bases de données).

L'équipe de consultants a été dirigée par Andy Dijkerman, auteur principal du rapport, avec l'assistance de Henry Yamba Kamara dans les domaines de l'intégration régionale et du commerce international.

Nous remercions tout particulièrement Aloysius Ordu (Vice-président des opérations), Franck Perrault (directeur, département régional Ouest-2), Tim Turner (directeur, Opérations du secteur privé), Issa Koussoube (ancien économiste en chef, département régional Ouest-2) et Sam Onwona (représentant permanent de la BAD à Sierra Leone) qui ont assisté et soutenu l'équipe. Nous apprécions également les commentaires de Russell Cheetham (consultant principal sur le Rapport d'Infrastructure et Croissance au Zimbabwe) de la BAD ainsi que les remarques d'Emmanuel Akpa (consultant principal du Rapport d'Infrastructure et Croissance au Libéria).

La préparation de ce rapport a aussi bénéficié des commentaires et contributions d'autres fonctionnaires de la BAD, trop nombreux à citer individuellement, mais nous leur sommes très reconnaissants de leur coopération.

L'équipe a apprécié l'effort manifesté par le Bureau de la BAD en Sierra Leone, dans l'organisation des ateliers consultatifs à Freetown les 23 et 24 juin 2011.

L'équipe BAD exprime son immense gratitude envers le gouvernement du Canada pour le financement qui a rendu possible cette étude. L'équipe apprécie aussi l'appui de Mme Kazumi Ikeda-Larhed, Chef de l'unité Partenariat et Coopération de la BAD, et de son équipe qui ont aidé le département ORWB à réunir les fonds nécessaires à la préparation de ce rapport à partir du Fonds fiduciaire canadien.

Un grand nombre d'officiels et des fonctionnaires du gouvernement sierra-léonais, d'entreprises d'état et de partenaires au développement ont également contribué au contenu et apporté leurs commentaires au rapport, notamment pendant l'atelier consultatif tenu à Freetown. Cette liste n'est pas exhaustive, mais l'équipe tient à remercier particulièrement les représentants suivants : Hon. Richard Konteh, Ministre de Commerce et de l'Industrie, Hon. Minkailu Mansaray, Ministre de Ressources Minières, Hon. Alimamy P. Koroma, Ministre des Travaux publics du logement et des Infrastructures, Hon. Hindolo S. Trye, Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale, Hon. Abdul Ignosis, Ministre, Ministère des Ressources Minières, Hon. Osmond Hanciles, Ministre, Ministère du Transport et de l'Aviation, Hon. Alie B. Manasaray, Ministre de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire, Hon. Sheka Tarawallie, Ministre de l'Information et de la Communication, Yvette Stevens, Conseillère en Politique Énergétique, Ministère de l'Énergie et des Ressources en eau, Kawusu Kebbay, Directeur du Développement et de l'Assistance à la Coopération, Ministère des Finances et du Développement Économique, et Abie Kamara, sous Directeur du Développement et de l'Assistance à la Coopération, Ministère des Finances et du Développement Économique, Matthew Dingie, Directeur du Budget, Patrick Caulker, Chef Exécutif, Agence de l'Investissement et de la Promotion des Exportations de Sierra Leone, Julius Kamara, Coordonnateur de Projet, Programme Régional Afrique de l'Ouest des Communications et Infrastructures, Sahr Sewo Coordonnateur du Projet ECOWAN, Nabilai Musa Kamara, Chef de la Commission de la Politique et de l'Éthique et de la lutte contre la corruption, John Sumailah, Secrétaire du Développement p.i. L'équipe tient également à remercier: Simeon Moribah, Secrétaire Général Adjoint, Secrétariat de l'Union du Fleuve Mano, Vijay Pilai, Directeur Pays, Banque Mondiale, Francis Kumah, Représentant Résident FMI, Mia Seppo, Directeur Pays PNUD, Masahiro Yoshikawa, Chef de la Coopération Internationale du Japon, Anne-Marie Callan, Chargée d'Affaires, Aide Irlandaise, Stephen Kargbo, Représentant ONUDI, Philip Dive, Chef de l'Unité de la planification stratégique des Nations Unies.

## Groupe de la Banque africaine de développement

Ce rapport a été préparé par la BAD. Les opinions exprimées dans cet ouvrage sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions et politiques de la Banque africaine de développement (BAD), ni celles du Conseil des gouverneurs et des pays qui y sont représentés.

Photos : Photothèque de la BAD, Andy Dijkerman, Communauté Européenne - Programme Tous ACP relatif aux produits de base agricoles

### Publié par :

La Banque africaine de développement  
Agence Temporaire de Relocalisation (ATR)  
B.P 323-1002 Tunis Belvédère, Tunisia  
Tél. : (216) 7110-2876  
Fax : (216) 7110-3779

Conception et réalisation :  
BELMAKETT • info@belmakett.net

<b>Vice Président :</b>	Aloysius Uche Ordu
<b>Directeur Régional</b> (au moment de la publication) :	Franck Perrault
<b>Économiste en Chef:</b>	Issa Koussoube
<b>Représentant Résident :</b>	Sam Onwona
<b>Chef de l'Équipe de travail :</b>	Stefan Muller
<b>Consultante Principale :</b>	Andy Dijkerman

Tous droits réservés © 2011 Groupe de la Banque africaine de développement  
Site web : [www.afdb.org](http://www.afdb.org)

# TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	i
Préface	iii
Remerciements	iv
Liste des tableaux	vi
Liste des figures	vi
Liste des encadrés	vi
Acronymes	vi
<b>1. Aperçu</b>	<b>2</b>
<b>2. Objet de l'Étude</b>	<b>3</b>
<b>3. Fragilité et stabilité</b>	<b>4</b>
<b>4. Situation socioéconomique actuelle</b>	<b>5</b>
<b>5. L'engagement de la Sierra Leone dans le domaine du commerce</b>	<b>7</b>
<b>6. La Sierra Leone traîne un lourd déficit qualitatif et quantitatif en matière d'infrastructure</b>	<b>7</b>
<b>7. Cadres de politique nationale</b>	<b>10</b>
<b>8. La Sierra Leone dans le concert des nations de la région</b>	<b>11</b>
<b>9. Regard prospectif sur les secteurs prometteurs porteurs d'un second souffle de croissance</b>	<b>12</b>
<b>10. Perspectives pour une production agricole stimulée par le commerce</b>	<b>13</b>
<b>11. Perspectives pour une intégration nationale et régionale renforcée par des TIC de meilleure qualité</b>	<b>14</b>
<b>12. Perspectives pour le développement de couloirs miniers régionaux</b>	<b>15</b>
<b>13. Plans en matière d'infrastructure pour renforcer la stabilité nationale et exploiter le potentiel des secteurs prometteurs</b>	<b>17</b>
Annexe	19

## LISTE DES TABLEAUX

<b>Tableau 1 :</b>	Indicateurs socioéconomiques sommaires de la Sierra Leone et des pays de comparaison	6
<b>Tableau 2 :</b>	Classement de la Sierra Leone par rapport à l'Indice de développement des infrastructures en Afrique	8
<b>Tableau 3 :</b>	Indicateurs de l'infrastructure de la Sierra Leone et des pays de comparaison	9
<b>Tableau 4 :</b>	Les améliorations de l'infrastructure peuvent aider à réduire les risques de menaces	17
<b>Tableau 5 :</b>	Les améliorations de l'infrastructure contribuent à la stabilité	18
<b>Tableau A :</b>	Consolidation de l'Ensemble des Projets d'Infrastructure Envisagés pour Toutes les Catégories	20

## LISTE DES FIGURES

<b>Figure 1 :</b>	Croissance du PIB aux coût des facteurs	6
<b>Figure 2 :</b>	PIB par habitant, dollars constant (2000)	6
<b>Figure 3 :</b>	Hausse du taux de pénétration de 10% - Impact sur croissance économique	14

## LISTE DES ENCADRÉS

<b>Encadré 1 :</b>	Récapitulatif des recommandations sur les politiques à l'attention de GoSL	10
<b>Encadré 2 :</b>	Critères de sélection des secteurs prometteurs	12

## ACRONYMES

<b>CEDEAO</b>	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>GoSL</b>	Gouvernement de la Sierra Leone
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PAM</b>	Programme Alimentaire Mondial
<b>CEAO/"WAPP"</b>	Consortium d'électricité de l'Afrique de l'Ouest
<b>IDE</b>	Investissement Direct de l'Etranger
<b>MINUSIL</b>	Mission de l'ONU en Sierra Leone
<b>PNUD</b>	Programme de Nations Unies pour le Développement
<b>APE</b>	Accord de Partenariat Economique
<b>CAADP</b>	Programme global de développement de l'agriculture africaine
<b>OMD</b>	Objectifs du Millénaire pour le développement
<b>PPP</b>	Partenariat Public-Privé
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies
<b>DSRP</b>	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
<b>UIT</b>	Union Internationale des Télécommunications
<b>IP</b>	Protocol Internet
<b>ECOWAN</b>	Réseau de l'Afrique de l'Ouest de la CEDEAO

# RÉSUMÉ DU RAPPORT





## 1. Aperçu

Cette étude examine trois thèmes principaux: **la stabilité, l'intégration régionale et le déficit d'infrastructure** en Sierra Leone. La question de la **stabilité** est au centre des préoccupations et tient compte de l'étendue des souffrances humaines et des dommages matériels que la nation a endurés durant la décennie de conflit. La prise de conscience de la situation de fragilité et de vulnérabilité dans laquelle la Sierra Leone se trouve actuellement est au cœur des analyses développées dans le rapport, qu'il s'agisse du choix des options de croissance prometteuses qui sont susceptibles de guider le pays sur une voie de développement saine ou des moyens à lui donner pour sortir de sa situation d'État fragile. Après l'évaluation de la situation actuelle dans le pays, le rapport jette un regard prospectif sur la marche de l'économie, à la recherche de secteurs de croissance prometteurs, compte tenu des facteurs internes et de l'évolution plausible dans les pays voisins. Il tente également d'identifier les stratégies de développement qui sont porteuses d'un «second souffle» de croissance dont la Sierra Leone a besoin maintenant. Trois options de croissance sont examinées en détail, notamment celles qui concernent le secteur des cultures stimulé par le commerce, le secteur des TIC et le secteur des minéraux industriels.

La problématique de **l'intégration régionale** est examinée dans le contexte des options de croissance prometteuses et par rapport aux investissements dans le domaine de l'infrastructure qui, par leur effet cumulatif, peuvent sortir la Sierra Leone de son isolement relatif. Le pays pourra ainsi jouer un rôle plus important sur la scène des échanges agricoles au sein de l'Union du fleuve Mano, sur la scène régionale à l'intérieur des marchés de l'énergie et des communications de la CEDEAO et sur un espace mondial concurrentiel comme destination d'investissements intéressants pour l'industrie minière et l'infrastructure de longue durée.

**L'infrastructure** est un élément essentiel de ces stratégies. Le rapport souligne le rôle unificateur de la nation dans l'investissement d'infrastructure à l'échelle purement nationale, son rôle de véhicule de services essentiels pour desservir l'intérieur du pays, ou de déblocage de poches de productivité, à l'exemple des routes de desserte rurale prolongées par une rocade nationale, mais il établit également l'intérêt d'une approche régionale en matière de développement d'infrastructures, mieux à même d'induire une croissance plus inclusive et un plus grand

effet multiplicateur, tant pour la population de la Sierra Leone que pour celle de ses Etats voisins, la Guinée et le Libéria, à l'exemple des infrastructures ferroviaires et électriques dimensionnables à l'échelle sous-régionale pour servir le secteur minier ainsi que d'autres fins. Le rapport établit aussi que la participation aux programmes régionaux, outre la satisfaction des priorités nationales, permet de mobiliser plus facilement et à une plus grande échelle les flux de capitaux. En fait, la solution n'est pas de planifier les projets d'infrastructure nationaux ou régionaux dans une approche d'exclusion, mais de les envisager dans une perspective synchronique. Cela étant, le rapport, convenant que la Sierra Leone fait face à d'importantes contraintes fiscales, appelle au réalisme en évitant le piège de l'approche descriptive de toutes les infrastructures souhaitables, qui, dans un monde parfait, combleraient le déficit d'infrastructures nationales, au profit de l'identification de liens

spécifiques entre les secteurs de croissance prometteurs et les infrastructures qui ont la capacité de libérer leurs potentialités. Le rapport appelle également à faire le choix de programmes d'investissement dans les infrastructures essentielles par rapport aux programmes optimaux, en cherchant à donner au gouvernement sierra-léonais le meilleur moyen et un choix éclairé quant à la façon d'éliminer les obstacles à la croissance. A cet effet, il commence par présenter et puiser dans les plans d'investissement d'infrastructure identifiés par le gouvernement ; lorsque ceux-ci sont jugés insuffisants ou mal dimensionnés, le rapport pose des scénarios d'investissement alternatifs ou élargis que le GoSL et les partenaires au développement sont encouragés à examiner. Il propose des mesures d'accompagnement en termes de réforme stratégique, d'entretien et de renforcement des capacités pour assurer la pérennité des investissements.

## 2. Objet de l'Étude

La présente étude fait partie d'une série de quatre rapports sur les pays de la zone écologique fragile de l'Afrique de l'Ouest, notamment la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria et la Sierra Leone. Ces rapports sont destinés à servir d'éléments d'information au rapport phare sous-régional que le Groupe de la Banque africaine de développement consacre à sa Stratégie d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. L'étude alimentera et s'appuiera sur le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA), une nouvelle initiative dirigée par la Commission de l'Union africaine, le Secrétariat du NEPAD et la Banque africaine de développement, tout en s'inspirant des politiques, des stratégies, et des plans d'action pertinents des Communautés économiques régionales, en particulier ceux de la CEDEAO, de l'UEMOA et de l'Union du fleuve Mano. Ce rapport, consacré à la Sierra Leone, identifie les investissements d'infrastructure prioritaires susceptibles de maximiser les avantages de l'intégration et de la stabilité internes ainsi que ceux qui permettront à la Sierra Leone et à la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) de tirer le maximum d'avantages d'une intégration régionale plus poussée. Le rapport est destiné à servir d'instrument de promotion du soutien, au plan tant national que régional, au programme de développement d'infrastructure en Sierra Leone. Le rapport examine deux importantes séries de défis auxquels le pays est confronté, à savoir les risques persistants d'instabilité, mais aussi les secteurs prometteurs à fort potentiel de croissance axée sur la réduction de la pauvreté. C'est à ces défis que répond le plan d'action pour le développement d'infrastructures, en proposant les actions prioritaires suivantes : (i) les investissements d'infrastructures qui maximisent les

avantages de l'intégration interne et de la stabilité nationale, et (ii) les investissements d'infrastructure qui maximisent les avantages de l'intégration régionale pour la Sierra Leone, y compris la stabilité régionale.

Le chapitre 1 jette un regard rétrospectif sur l'évolution de la Sierra Leone jusqu'à nos jours, en examinant l'histoire politique, économique et sociale du pays, notamment les causes des conflits et les facteurs de la vulnérabilité persistante qui sont à l'origine de sa fragilité actuelle. Après avoir passé en revue la situation socio-économique ainsi que l'état du commerce et de l'infrastructure de la Sierra Leone contemporaine, l'étude évalue les cadres stratégiques et politiques du gouvernement, notamment le rôle des infrastructures nationales et régionales dans la stratégie de réduction de la pauvreté. Le chapitre 2 jette un regard prospectif sur la marche du pays et envisage les avantages, sociaux et économiques, qui découleraient de la stabilité et de l'élimination des obstacles à la croissance dans les secteurs prometteurs, notamment le manque ou la mauvaise qualité des infrastructures, mais aussi les politiques et les stratégies de développement sectoriel. En tenant compte des priorités et des hypothèses formulées dans le document de stratégie de réduction de la pauvreté de la Sierra Leone – *l'Agenda pour le changement* – et des possibilités qu'offre au pays la dimension particulière de sa double appartenance, en tant qu'Etat de l'Afrique de l'Ouest, à l'Union du fleuve Mano et à la CEDEAO, l'étude s'interroge : comment peut-on aider la Sierra Leone à aller de l'avant dans le cadre de l'intégration économique régionale plus vaste ? Comment un plan d'investissement pour le développement du commerce et des infrastructures

à l'échelle sous-régionale peut induire une série d'avantages qui surpassent ceux qui découleraient de la seule initiative nationale ? En conclusion logique des scénarios analysés au chapitre précédent, le chapitre 3 propose les programmes d'investissement à moyen terme correspondants, qui

sont susceptibles d'accélérer l'atteinte par la Sierra Leone des objectifs du Millénaire pour le développement et de l'objectif de 10 % de croissance annuelle récurrente du PIB afin d'améliorer le niveau de vie de la majorité de la population.

### 3. Fragilité et stabilité

En avril 2011, la Sierra Leone célébrait ses 50 ans d'indépendance. Célébrations bien justifiées, vu notamment la paix qui a régné pendant près d'une décennie et l'effort déployé par la nation pour assurer le redressement économique du pays. Il reste que les piliers de la stabilité demeurent fragiles, incitant à un moment de réflexion tant sur le chemin parcouru que sur l'avenir placé sous d'heureux auspices à cette étape-ci de l'histoire de la nation. Le rapport attribue quelques-unes des causes de la guerre civile de dix ans qui a ravagé le pays à un certain nombre de facteurs, notamment la pauvreté, la mauvaise gouvernance, l'exclusion et les inégalités dans les services fournis à la capitale, Freetown, comparativement avec le milieu rural. Il montre également que le pays reste vulnérable à un certain nombre de menaces, notamment la présence d'une forte population de jeunes urbains, sans emploi, l'insécurité alimentaire, le commerce de la drogue dans le pays et la contrebande transfrontalière de marchandises illicites aggravée par la corruption qui règne en maître. Les conflits et l'instabilité dans la région sont également un sujet de préoccupation tout comme la réalité ou la perception de l'inégalité persistante entre pauvres ruraux et urbains, d'une part, élites à revenu confortable, d'autre part. Ces menaces sont lourdes de conséquences en termes de possibilités de perturbation de la stabilité politique du pays.

Environ 800 000 jeunes de la tranche d'âge de 15 à 25 ans sont au chômage, sans revenu monétaire ou sous-employés. Bon nombre de ces jeunes gens ont migré vers les villes et les cités à cause du conflit et sont maintenant coupés de l'économie agraire et peu enclins ou incapables de retourner à la terre pour gagner leur vie. Cette génération perdue a raté le coche d'une bonne éducation et son meilleur espoir pour l'avenir réside dans une économie à croissance rapide qui génère des emplois. On estime que la Sierra Leone doit réaliser un taux de croissance annuelle récurrent de 7 pour cent durant les dix prochaines années pour générer des emplois et absorber cette main-d'œuvre. Les programmes de formation des jeunes mis en œuvre avec l'aide des partenaires au développement ont modifié la condition de l'offre du marché de travail des jeunes, mais pas le côté de la demande. Par conséquent, c'est l'adoption de stratégies de développement qui génèrent des emplois pour cette catégorie de la population qui assurera le mieux la stabilité future. Ceux qui aspirent à entrer dans le marché du travail ont tendance à se lancer dans l'activité commerciale et à s'orienter vers les emplois dans l'industrie minière, le transport et la construction.

La disponibilité assurée d'un approvisionnement alimentaire à prix abordable est un autre élément essentiel de la stabilité

en milieu rural, mais elle est également particulièrement importante pour les populations urbaines pauvres, qui dépendent entièrement du marché. Le PAM estime que les ménages sierra-léonais consacrent en moyenne 63 pour cent de leurs dépenses totales à la nourriture et emprunter de l'argent pour acheter des aliments est une pratique courante pour plus de la moitié de la population. Plus inquiétant est le fait que les marchés sont la principale source de nourriture pour les trois quarts de la population, ce qui signifie que les prix élevés et la hausse des prix des denrées alimentaires constituent une grave menace non seulement pour la sécurité alimentaire mais aussi pour la sécurité nationale. Pour contrer cette menace, il faut continuer d'investir dans l'infrastructure qui améliore la productivité agricole, comme l'irrigation, mais il faut également développer le commerce transfrontalier.

Comme indiqué plus haut, l'une des principales causes du premier conflit est le fossé profond d'inégalité entre la capitale, Freetown, et l'intérieur du pays en termes de services fournis. La volonté affichée du gouvernement d'améliorer la prestation de services à l'intérieur n'enlève rien à la nécessité de maintenir cette question toujours actuelle dans la formulation des futurs plans d'investissement. Dans ce contexte, l'objectif du gouvernement d'assurer des niveaux minimums d'accès au service grâce au programme en cours bien avancé de réhabilitation du réseau routier de desserte d'ici à 2014, doit aller de pair avec la fourniture continue d'autres services en milieu rural tels que les axes routiers qui relient les zones de production aux marchés, les services de communication sur large bande qui sortent l'hinterland de l'isolement, et la disponibilité de l'électricité en milieu rural grâce à des sources d'énergie renouvelables, connectées ou non au réseau. Cette constatation débouche sur l'impérieuse nécessité, lorsque la Sierra Leone participe à des réseaux d'infrastructures interrégionaux, tels que le réseau TIC de la CEDEAO ou le Consortium d'électricité de l'Afrique de l'Ouest, de procéder en priorité à des investissements complémentaires permettant au gouvernement d'étendre à l'arrière-pays les avantages découlant de sa participation à ces structures. Sous ce rapport, l'intégration régionale n'est pas simplement souhaitable, mais constitue un moyen éminemment appréciable de réaliser une plus grande harmonie et stabilité à l'échelle nationale.

Le maintien de la stabilité de la Sierra Leone dépend également de la capacité du pays à assurer son équilibre macroéconomique pour continuer d'avancer sur la voie de l'indépendance financière. À cet égard, la vulnérabilité de la nation provient moins des facteurs de conflit que des

choix de sentiers de développement inappropriés découlant du manque de potentiel fiscal. L'intention déclarée de la communauté des donateurs d'arrêter les concours budgétaires dès après les élections nationales de 2012 peut apparaître comme une menace imminente, qui peut réduire la marge de manœuvre du gouvernement et l'amener à envisager le recours à des moyens de substitution plus risqués comme, par exemple, l'appel à des IDE, sans considération éthique quant à leur source, le troc de richesses minérales indéterminées contre la disponibilité immédiate d'infrastructure ou le choix délibéré de modes de développement du secteur minier reposant sur des opérations enclavées, une stratégie moins inclusive et bénéfique pour la population. Tous ces scénarios fondés sur des risques payants sont actuellement envisagés par le GoSL ou commencent à se matérialiser. L'étude indique que les ressources en capital, le levier financier et les moyens financiers sont plus disponibles dans le cadre des initiatives régionales et encourage le GoSL à voir comment la participation aux projets régionaux peut permettre à la nation de mieux répondre aux priorités nationales de développement et aux objectifs d'investissement. En même temps, les partenaires au développement sont encouragés à revoir leur rythme de désengagement de la Sierra Leone revenue à la paix, considérant que les engagements actuels d'environ 120 millions de dollars américains par an sont une goutte d'eau en comparaison avec les 2,6 milliards de dollars qu'il en coûte pour engager la MINUSIL pour étouffer les conflits de la nation et s'attaquer à ses situations d'urgence complexes.

Les vulnérabilités constatées ont naturellement amené la Sierra Leone, en tant qu'état-nation en voie de reconstruction, à se concentrer sur les problèmes internes durant la dernière décennie. C'est ainsi que le gouvernement a mis au centre de ses préoccupations, les questions ayant trait à la réduction de la pauvreté et à la relance économique, la création d'emplois pour les jeunes, la sécurité alimentaire pour tous et le renforcement de l'intégration nationale par une meilleure affectation des services en dehors de la région de l'Ouest. L'importance donnée à la stabilité, interne, notamment, se comprend dans ces conditions et a naturellement conduit à des plans de développement d'infrastructure dans lesquels l'unité de la

nation apparaît comme un objectif primordial prioritaire. Dans le même temps, le pays peut s'enorgueillir de ses réalisations et commencer à élargir son horizon de planification.

L'analyse montre que l'intensification de l'investissement dans les infrastructures, qu'elles soient nationales ou régionales, allant de pair avec des politiques d'intégration, peut contribuer à réduire la fragilité par l'accélération de la croissance et l'amélioration de l'efficacité des efforts régionaux visant à éloigner les menaces. Par exemple, les réseaux de communication régionaux et la participation du GoSL au réseau privé virtuel à haut débit et à large bande de la CEDEAO peuvent accroître l'efficacité de la Sierra Leone et de la région dans la lutte contre la criminalité, la corruption, le blanchiment d'argent et le commerce illégal des drogues. Les installations communes à la frontière et les infrastructures de marché modernisées faciliteront le développement du commerce transfrontalier en permettant de réorienter les flux commerciaux vers les circuits officiels qui sont reconnus et soutenus par le GoSL et les États voisins et ressusciter les couloirs commerciaux jadis florissants dans la région.

La relance du commerce régional peut également contribuer à accroître la sécurité alimentaire en renforçant la conversion souhaitée de l'agriculture de subsistance à l'agriculture commerciale et à donner des signaux du marché qui encouragent les producteurs à mieux répondre à la demande. L'investissement régional dans le Consortium d'électricité de l'Afrique de l'Ouest permettra, également, d'améliorer la capacité de la Sierra Leone à bâtir un réseau de distribution d'électricité à prix abordable en s'appuyant sur les lignes de transport régionales et faciliter la pénétration du réseau électrique national dans l'arrière-pays. La participation à un marché énergétique régional pourrait fournir une puissance d'alimentation plus rapidement et à un coût inférieur à celui qui serait normalement disponible à partir des investissements réalisés au seul niveau national et permettrait de modifier la séquence des investissements dans le secteur de l'énergie pour donner la priorité à ceux qui développent le réseau national de distribution avant de s'attaquer à l'augmentation de la production électrique.

## 4. Situation socioéconomique actuelle

Après des années de conflit, la Sierra Leone a atteint le creux de la vague en termes économiques et sociaux en 2000, tant par rapport à ses performances antérieures que par rapport à celles du reste du monde. Elle est classée au bas de l'échelle en termes d'indice du développement humain du PNUD en 2007 et, malgré l'amélioration intervenue, reste parmi les 10 pour cent de nations classées bon dernières dans le monde. L'espérance de vie à la naissance est de 48,2 ans, la mortalité infantile atteint 160 pour 1 000 naissances vivantes ; le taux d'alphabétisation totale est estimé à 34,8 pour cent et c'est maintenant seulement que les grandes disparités entre les sexes et les régions en matière de fréquentation scolaire commencent à s'estomper. Bien que les

effectifs du primaire aient plus que triplé depuis 2004, la scolarisation et les taux de réussite des filles restent à la traîne de ceux des garçons. La pauvreté atteint des niveaux incroyablement élevés et reste concentrée dans les zones rurales et les banlieues entourant Freetown, avec des taux de prévalence d'environ 78% dans les zones rurales et 27% dans les zones urbaines<sup>1</sup>. À cela s'ajoute le fait que la Sierra Leone fait partie de la frange des pays fragiles comparativement à la moyenne africaine et des nations plus avancées au sein de la CEDEAO.

Dopée par l'agriculture, les transports et communications ainsi que le commerce de gros et de détail – l'exploitation minière, le tourisme et l'industrie manufacturière restant à la

**Tableau 1: Indicateurs socioéconomiques sommaires de la Sierra Leone et des pays de comparaison**

Données socioéconomiques		Pays de la zone écologique fragile				Comparaisons & repères		
2009, sauf indication contraire	<sup>1</sup>	Sierra Leone	Guinée	Libéria	Guinée-Bissau	Côte d'Ivoire	Nigeria	Afrique
Population	<sup>2</sup>	5,696	10,069	3,955	1,611	21,075	154,729	1,008,354
Classement IDH sur 177 pays	2007	177	160	Non classé	175	166	158	Ghana = 135
Classement IDH sur 169 pays	2010	158	156	162	164	149	142	Ghana = 130
Mortalité infantile par 1000	2007	155	93	93	118	89	97	82
Espérance de vie, femmes	2008	48.99	60.13	59.85	49.61	59.09	47.33	55.98
Espérance de vie, hommes	2008	46.42	56.09	57.19	46.50	56.01	46.36	53.71
% de pauvres au-dessous du seuil national	2003	65.9%	N/A	63.8%	65.7%	N/A	54.7%	N/A
Analphabétisme des adultes 2007	%	73.2%	N/A	49.1%	45.6%	N/A	35.9%	N/A
Taux d'alphabétisation, femmes 15-24	2007	43.9%						
Taux d'alphabétisation, hommes 15-24		64.4%						
PIB par habitant, dollars US	2008	388	385	346	535	1,168	1,418	1,446

1 Source: Annuaire statistique africain, 2010. Les statistiques sur l'alphabétisation sont tirées des Indicateurs de développement africain.

2 Données semestrielles, en millier, Années des données sélectionnées pour permettre la comparaison à travers les pays.

traîne –, la relance de l'économie sierra-léonaise commence à se faire sentir dans de nombreux secteurs, donnant des signes d'encouragement. Le taux de croissance dépasse la moyenne africaine, mais cela traduit, dans une certaine mesure, le faible niveau de départ de la reprise économique et n'est pas encore suffisant pour permettre à la Sierra Leone d'atteindre ses objectifs de développement du millénaire.

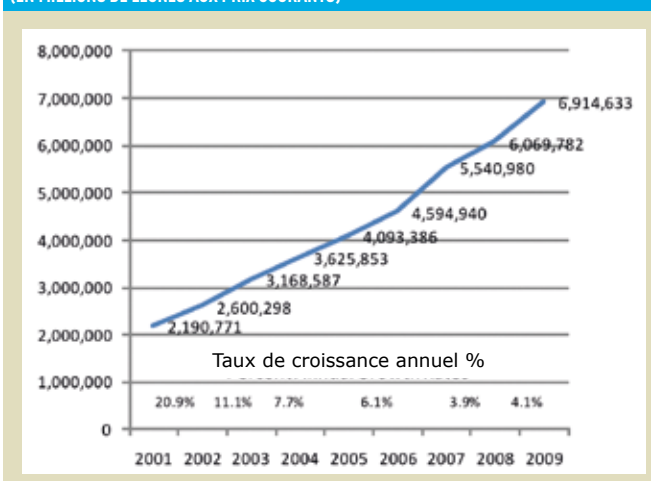
Dans le même temps, sous l'effet de la crise financière mondiale, le taux de croissance est tombé à 3,2 pour cent en 2009 avant de remonter à 5 pour cent en 2010. Plaçant la récente performance en perspective, on peut dire que la Sierra Leone est juste sur le point de revenir au niveau réel du PIB par habitant qu'elle affichait en 1980. C'est décourageant et cela constitue, au fond, le résultat de trois décennies d'occasions manquées par la faute d'une gouvernance mal avisée et des conflits.

Ces données mettent en évidence le "coût" particulièrement élevé de l'instabilité et soulignent combien il est important pour la Sierra Leone de rester sur un sentier de croissance qui maintient la stabilité. Elles indiquent également qu'à la faveur du retour de la paix et de la stabilité, une proportion importante de la population a repris les activités productives qu'elle exerçait avant la guerre, ce qui a sans doute stimulé la croissance. Cela étant, des emplois ont été perdus dans le secteur minier, le secteur structuré ne fournit pas de travail à un rythme suffisant et le secteur agricole cherche à augmenter la production en perdant des jeunes et, par conséquent, avec un bassin de main-d'œuvre qui se rétrécit.

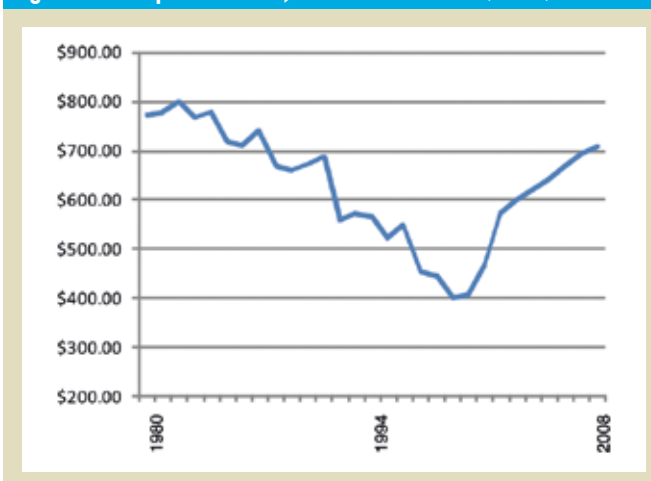
**Tout ce faisceau d'éléments donne à entendre que la Sierra Leone a besoin d'une croissance renouvelée, que seul un changement plus profond peut produire. Un tel changement doit propulser la Sierra Leone à l'ère du vingt-et-unième siècle et aller plus loin qu'un simple retour à la capacité d'antan. Il doit être le fruit de nouvelles politiques, de stratégies concurrentielles,**

d'infrastructures modernisées, d'échanges régionaux et mondiaux, le tout adossé à une technologie moderne.

**Figure 1 : Croissance du PIB aux coût des facteurs (EN MILLIONS DE LEONES AUX PRIX COURANTS)**



**Figure 2 : PIB par habitant, dollars constants (2000)**



Source: African Development Indicators, The World Bank

1 Stratégie commune d'assistance à la Sierra Leone 2009-2012 BAD-BM, page 5.

## 5. L'engagement de la Sierra Leone dans le domaine du commerce

La Sierra Leone a un secteur commercial dichotomique, caractérisé par un fort engagement dans des échanges commerciaux officiels avec les pays développés en dehors du continent, mais aussi par des échanges informels moins avoués avec les pays de la région. Plus orientés vers les marchés du Nord que vers ceux des Etats voisins, les échanges commerciaux de la Sierra Leone s'établissent préférentiellement avec l'UE, son principal partenaire commercial, qui lui achète en moyenne 80% de ses exportations et lui fournit 30% de ses importations de marchandises. Des statistiques sont tenues sur le commerce mondial, mais celles qui ont trait au commerce régional sont rares. Le pays étant loin d'atteindre l'autosuffisance en termes de production et contraint d'importer du riz pour satisfaire la demande, les responsables, préoccupés par la sécurité alimentaire, voient d'un mauvais œil l'exportation du riz produit localement et de l'huile de palme.

La balance commerciale a toujours été déficitaire au profit des importations, attestant de la faible importance du secteur manufacturier – et ce qui existait a été détruit pendant la guerre –, le secteur des exportations reposant essentiellement sur les minéraux et les produits agricoles. Le conflit a considérablement réduit la diversité des produits d'exportation, mais cette tendance commence à s'inverser dans le secteur des minéraux. Si l'on note une reprise de la production du cacao, du café et des haricots, les exportations sont sérieusement entravées par un certain nombre de contraintes, notamment le mauvais

état des routes qui empêche l'accès aux sites de production pendant la saison des pluies et la mainmise de quelques commerçants sur les circuits d'achat des produits. En outre, les exportations des cultures arbustives butent sur l'absence de systèmes de production, de surveillance et de rémunération indexée sur le classement par qualité des productions et, qui plus est, le climat pluvieux, humide, expose les fèves de cacao à la moisissure, d'autant qu'il n'existe pas de systèmes de séchage des cultures en nombre suffisant, d'où d'énormes pertes de valeur des exportations.

La facilitation du commerce laisse beaucoup à désirer quelle que soit l'orientation du flux des échanges et le pays peine à promouvoir ce secteur de l'activité économique comparativement à la période d'avant le conflit. De toute évidence, le Gouvernement sierra-léonais semble avoir fait le choix prioritaire, durant la période postérieure au conflit, de la reprise de la production primaire pour la consommation nationale d'abord, considérant la reprise des exportations vers les pays développés comme moins prioritaire. Pour redonner au commerce régional un nouvel élan, un changement profond dans la bonne direction doit avoir lieu en termes de stabilité, d'infrastructure et de capacité, et le pays doit continuer de marquer des points dans la compétitivité fondamentale de ses produits d'exportation s'il veut s'adapter sans difficulté à la nouvelle ère des APE en cours de négociation entre l'Europe et la CEDEAO.

## 6. La Sierra Leone traîne un lourd déficit qualitatif et quantitatif en matière d'infrastructure

En termes de dotation d'infrastructure, l'Afrique se classe au dernier rang mondial par continent et la Sierra Leone se trouve au bas de l'échelle là aussi. Ce classement de la Sierra Leone indique sa position par rapport à d'autres pays africains dans l'indice de développement des infrastructures en Afrique récemment établi par la Banque africaine de développement et présenté ci-après.

Reconnaissant l'effet désastreux du déficit tant quantitatif que qualitatif d'infrastructure sur la nation, le gouvernement est pleinement conscient de la nécessité de remédier à cette situation et fait de la politique d'infrastructure un axe prioritaire de la gestion des affaires du pays.

L'achèvement de la centrale hydro-électrique de Bumubuna en 2010, et les nombreuses mesures d'urgence visant à

rétablir la capacité de production thermique, de transport et de distribution du pays, avec l'aide des partenaires au développement, ont eu un effet très bénéfique sur le secteur de l'énergie. Cela étant, le taux d'électrification n'atteint pas 10% et l'électricité est principalement distribuée dans la zone métropolitaine de Freetown. Le gouvernement s'est jusqu'ici employé, prioritairement, à assurer le rétablissement des moyens de production, de transport et de distribution détruits pendant la guerre, et n'a pas encore été en mesure de s'occuper de l'extension du réseau électrique national. La Sierra Leone a un potentiel considérable pour le développement de l'énergie hydroélectrique, mais des réformes structurelles sectorielles s'imposent pour accueillir la participation et la concurrence du secteur privé.

Une situation similaire existe dans le secteur routier où



des travaux de remise à neuf, de rechargement et d'autres formes de réparation s'imposent dans la quasi-totalité des 11 555 km du «réseau routier de base» de la nation. Une attention particulière est accordée, avec le soutien des partenaires, à la rénovation du réseau de routes de desserte à l'intérieur. Ces travaux sont nécessaires pour ouvrir l'accès aux centres de production agricole dans le pays et améliorer l'accès des agriculteurs aux marchés, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté. Le manque durable d'investissement dans l'entretien des routes par le passé a incontestablement accentué le délabrement des routes de la Sierra Leone, et il y a lieu de se pencher sur ce problème en faisant en sorte que le mécanisme de financement proposé sous la forme d'un fonds routier soit

doté de ressources suffisantes pour répondre à ce besoin. La Sierra Leone et le Libéria ont en charge quelques-uns des derniers tronçons non encore achevés de la partie occidentale de la route transafricaine ; et si le tronçon Ouest aboutissant à la Guinée a été inauguré et est en cours de construction avec le soutien des partenaires au développement, la construction du tronçon oriental menant au Libéria tarde à démarrer.

Environ un tiers seulement de la population rurale dispose d'eau potable tandis qu'en milieu urbain les systèmes d'approvisionnement en eau souffrent de nombreux problèmes et de la détérioration des infrastructures. Dans ce domaine également, les partenaires au développement

**Tableau 2 : Classement de la Sierra Leone par rapport à l'Indice de développement des infrastructures en Afrique**

IDIA	Rang	Pays	2006	Rang	Pays	2007	Rang	Pays	2008	Rang	Pays	2009
<b>Trois premiers</b>	1	SEYCHELLES	100	1	SEYCHELLES	100	1	SEYCHELLES	100	1	SEYCHELLES	100
	2	MAURICE	92.4	2	MAURICE	92.5	2	MAURICE	89.9	2	MAURICE	90.4
	3	AFRIQUE DU SUD	81.3	3	AFRIQUE DU SUD	82.3	3	AFRIQUE DU SUD	81.2	3	AFRIQUE DU SUD	81.8
<b>Six derniers</b>	48	MADAGASCAR	5.7	48	MADAGASCAR	5.2	48	MADAGASCAR	5.8	48	MADAGASCAR	6.8
	<b>49</b>	<b>SIERRA LEONE</b>	<b>3</b>	<b>48</b>	<b>SIERRA LEONE</b>	<b>3.9</b>	<b>49</b>	<b>SIERRA LEONE</b>	<b>5.1</b>	<b>49</b>	<b>SIERRA LEONE</b>	<b>5.1</b>
	50	ETHIOPIE	2.4	50	ETHIOPIE	3.3	50	ETHIOPIE	4.9	50	ETHIOPIE	4.9
	51	NIGER	1.9	51	NIGER	1.5	51	NIGER	2.4	51	NIGER	4.9
	52	SOMALIE	0.3	52	SOMALIE	0.8	52	SOMALIE	1.1	52	SOMALIE	4
	53	TCHAD	-	53	TCHAD	-	53	TCHAD	-	53	TCHAD	-
<b>Autres pays de l'UFM</b>	28	COTE D'IVOIRE	22.3	25	COTE D'IVOIRE	24.5	25	COTE D'IVOIRE	25.7	28	COTE D'IVOIRE	27
	32	GUINEE	17.7	29	GUINEE	21.8	28	GUINEE	24.7	21	GUINEE	29.7
	37	LIBERIA	13.8	42	LIBERIA	13.6	42	LIBERIA	12.6	43	LIBERIA	13.2

Source: L'indice du développement des infrastructures en Afrique, Mémoire économique volume 1 Edition : BAD

se mobilisent pour voler au secours de la Sierra Leone sur les deux fronts de l'approvisionnement en eau des villes et de la fourniture d'eau potable à la population rurale. L'infrastructure d'irrigation a fait l'objet de démonstration à l'effet d'augmenter la productivité du riz par unité de superficie de terrain, pour obtenir trois récoltes par an, mais d'importants investissements supplémentaires restent à faire pour apporter un changement fondamental dans l'allocation des terres agricoles et engranger un surcroît de productivité.

L'entrée en lice et l'investissement du secteur privé ont profité à deux secteurs, notamment les télécommunications et les opérations portuaires. Dans le premier cas, la libéralisation du secteur des télécommunications et l'octroi de licences à quatre opérateurs de téléphonie mobile ont porté la télédensité à plus de 30 pour cent. Mais, la Sierra Leone a raté le rendez-vous de l'avènement des câbles sous-marins diffuseurs d'Internet à haut débit sur le continent lors de leur première apparition en Afrique de l'Ouest alors que le pays était plongé dans sa guerre de dix ans. Cela explique le fait que le taux de pénétration d'Internet en Sierra Leone s'établit actuellement à 0,27% comparé à la moyenne mondiale de 26,7% et à la moyenne de la CEDEAO de 3,4%, ainsi que le retard considérable du pays vis-à-vis de la fracture numérique actuelle.

En ce qui concerne le secteur portuaire, le port Reine Elizabeth II, principal point de passage du commerce du pays avec le reste du monde, a repris du service et reçu le soutien de quelques partenaires au développement pour redevenir pleinement opérationnel. La gestion du terminal à conteneurs a été cédée, après un appel d'offres international à une entreprise privée, ce qui devrait attirer davantage d'investissements et améliorer l'efficacité pour le plus grand bien du commerce international dans le futur.

Les efforts que la Sierra Leone entreprend actuellement pour combler son déficit d'infrastructures englobent les solutions envisagées au niveau tant national que régional, et c'est la mise en séquence qui a tendance à donner la priorité d'abord aux projets à l'échelle nationale. Il existe, néanmoins, des projets d'envergure régionale qui sont actuellement en phase de planification dans les secteurs de l'énergie, des TIC et des routes, qui sont tous décrits dans les plans d'action en matière d'infrastructures présentés dans le troisième chapitre du rapport. L'infrastructure interrégionale a ses partisans, mais il existe des craintes que la confiance excessive envers des formules de cette nature excluant un dispositif qui assure un service national présente un risque que le pays ne peut se permettre de courir.

**Tableau 3 : Indicateurs de l'infrastructure de la Sierra Leone et des pays de comparaison**

Infrastructure		Pays de l'Union du fleuve Mano				Comparisons & Benchmarks		
Source	YR	Sierra Leone	Guinée	Libéria	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Nigeria	Afrique
<b>Routes</b>								
	2							
Total du réseau (km)		11555	44348	10600	80000	3455	193200	
% revêtues		8,90%	9,79%	6,20%	8,12%	27,94%	15%	18,30%
Densité/terres arables		21,12	27,71	27,89		11,51	5,85	
<b>Voix ferrées</b>								
	3							
Lignes de chemin de fer, total km.		Privées uniquement	Existe		Activité, 693 km		3528	
<b>Ports</b>								
	4							
Port principal : Exploitation de conteneurs		Concession						
Port principal : Cargaison en vrac		License Use						
<b>Energie</b>								
	5							
Capacité de production totale	2010	50 MW						
Dont production hydraulique	2010	77,2%						
Dont production thermique		22,8%						
Taux d'électrification	2011	<10%						
Consommation d'énergie électrique		17 MW						
Consommation d'énergie électrique par habit, kWh	Est'd	30,50	Moyenne CEDEAO = 88 kWh/an					
<b>Communications</b>								
Densité lignes principales		0,52	0,52	5,65	1,73	0,29	0,86	2,83
Densité mobiles		31,0	26,4	19,3	50,7	31,8	41,6	35,5
Utilisateurs d'internet	2008	16 000	90 000	N/D	660 000	37 100	11 000 000	60 901 474
Pénétration d'Internet (densité)		0,27%						
Prix panier pour internet (US\$/mois)	2006	\$700,00	\$17,78	N/D	\$67,71	\$74,95	\$50,29	\$39,20
Investissement télécoms w/PPI		26 300 000	18 000 000	17 000 000		39 500 000		
<b>Eau et Assainissement</b>								
% pauvres w/accès meilleur assainissement	2006	11,0%	19,0%	32,0%	24,0%	33,0%	30,0%	38,4%
% Population rurale w/accès à l'eau potable	2006	32,0%	59,0%	N/D	66,0%	47,0%	30,0%	50,9%
% Population urbaine w/accès à l'eau potable	2006	83,0%	91,0%	72,0%	98,0%	82,0%	65,0%	

1 Source: Les indicateurs du développement africain utilisent les données disponibles les plus récentes pour chaque pays. Les données de la Sierra Leone viennent du MOIC.

2 km de route/1000 ha terre arable. Présente les données les plus récentes: Guinée = 2003; G-B = 2002; Lib = 2001 ; SL = 2011, Nigeria = 2004

# 7. Cadres de politique nationale

La Sierra Leone est entrée dans le nouveau millénaire avec des politiques et une législation d'un autre temps et le pays a dû ouvrir un vaste chantier de refonte des politiques, de réforme législative et institutionnelle dans de nombreux secteurs de l'économie. Le gouvernement a adopté une approche prudente en ce qui concerne la relance du secteur minier, choisissant d'abord d'établir un nouvel ensemble de règles de base pour sa gouvernance avant d'en faire un pilier stable ou sûr pour la réduction de la pauvreté. C'est pourquoi, l'Agenda pour le changement fait de l'agriculture le principal pourvoyeur de moyens de subsistance, soutenue en cela par un surcroît d'investissement dans les routes et l'énergie. L'objectif premier de cette approche axée sur la relance de l'agriculture est non seulement de réduire la pauvreté, mais aussi d'encourager un changement de paradigme de l'agriculture de subsistance à l'agriculture commerciale à la faveur du Programme national de développement de l'agriculture durable en Sierra Leone qui constitue le volet national du Programme global de développement de l'agriculture africaine (CAADP), soutenu par l'Union africaine et la CEDEAO.

Sur le front macroéconomique, les dépenses publiques ont été réorientées pour favoriser les principaux moteurs de la croissance ainsi que les dépenses relatives aux programmes sociaux qui propulseront la Sierra Leone vers la réalisation des OMD. Le gouvernement met en œuvre une politique de rigueur budgétaire et monétaire pour contenir les pressions inflationnistes ainsi que des mesures visant à améliorer de manière significative la gestion des finances publiques, la responsabilisation et la transparence. Une nouvelle taxe sur les biens et les services a été instituée, ce qui a amélioré la perception des recettes intérieures en pourcentage du PIB.

Les importants efforts faits pour améliorer le climat d'investissement et la conduite des affaires en Sierra Leone ont été récompensés en faisant gagner au pays vingt-cinq places dans le classement Doing Business en cinq ans. Ces efforts sont allés de pair avec une politique de privatisation et des mesures visant l'approfondissement et le renforcement du secteur financier, deux domaines dans lesquels la Sierra Leone a encore du chemin à parcourir. Par ailleurs, de nouvelles lois régissant le partenariat public-privé (PPP) ont été rédigées pour améliorer le cadre juridique et réglementaire des nouveaux projets de développement tout en modifiant le code des marchés publics dans l'optique de la participation du secteur privé aux opérations du secteur public. L'entrée en vigueur de cet amendement, déjà adopté par le Parlement, attend l'approbation du Président. Le rapport recommande que la Sierra Leone entreprenne une consultation élargie des parties prenantes avant de promulguer la loi dans sa forme actuelle et propose de loger l'unité PPP au ministère des Finances pour s'assurer que ses services aient leur mot à dire sur le risque de passifs éventuels lors de l'approbation des opérations PPP.

## Encadré 1 : Récapitulatif des recommandations sur les politiques à l'attention de GoSL

<b>Macroéconomie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• S'efforcer de maintenir la discipline budgétaire et l'équilibre macro-économique</li> </ul>
<b>Dev't secteur privé</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• En réorientant la priorité de la privatisation au PPP, s'efforcer de conserver la capacité installée et sécuriser la meilleure valeur de la concurrence dans la sélection des partenaires</li> </ul>
<b>Agriculture</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour mieux mettre en œuvre la politique relative à la commercialisation au niveau des petites exploitations, lever les interdictions qui frappent le commerce transfrontalier</li> </ul>
<b>Ressources minérales</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Concernant l'infrastructure et les ressources minérales régionales, réfléchir à l'approche au développement en grappes pour la modernisation du secteur comme une alternative à l'approche au développement en enclaves, actuellement poursuivie</li> </ul>
<b>Infrastructure</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réfléchir à l'alternative de l'établissement d'un régulateur multisectoriel pour l'énergie, l'eau et les communications au lieu de 3 organismes distincts</li> <li>• Reconnaître la vulnérabilité du secteur des infrastructures à la corruption et s'efforcer d'éliminer les insuffisances qui minent la gouvernance des infrastructures</li> </ul>
<b>Energie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans le contexte d'un marché énergétique régional, reconsidérer la mise en place progressive de l'investissement et envisager de donner la priorité à l'investissement qui étend le réseau électrique national avant d'investir dans d'autres centrales hydro-électriques</li> </ul>
<b>Transport</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Englober les normes routières de la CEDEAO et la réglementation sur les charges pour réduire les coûts d'entretien et prolonger la vie des investissements</li> </ul>
<b>Eau</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutenir les mesures d'encouragement à l'alimentation en eau et l'assainissement en milieu rural. Voir si les modifications à la propriété foncière pourraient augmenter les investissements dans les infrastructures d'irrigation</li> </ul>
<b>TIC</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Modifier la législation dans l'optique de la «liberté d'accès» et supprimer le monopole sur le bureau de transit international</li> </ul>
<b>Commerce</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Promulguer des politiques commerciales régionales dans le cadre de la politique d'exportation nationale et envisager la désignation de couloirs commerciaux principaux dans le cadre de la convention TRIE de la CEDEAO.</li> </ul>
<b>Intégration Régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Publier une annexe commune unique au 3ème DSRP qui peut servir d'"Agenda pour la prospérité régionale» partagé par la Sierra Leone, la Guinée et le Libéria</li> <li>• Prendre une part active aux programmes de la CEDEAO sur les chaînons manquants du WAPP, du CLSG et en matière de TIC. Elaborer un programme sous-régional de développement des capacités commerciales</li> </ul>

Des progrès appréciables sont déjà visibles dans certains domaines des infrastructures, comme les TIC, où la libéralisation, effectuée au tout début de la période postérieure au conflit, porte les fruits qui justifient les changements introduits. Cela étant, de nouvelles mesures s'imposent pour dé-monopoliser le bureau international de transit et mettre en place la réglementation connexe qui instituera une véritable «liberté d'accès» préalablement à l'injection de nouveaux investissements dans l'Internet haut débit.

Dans d'autres secteurs, tels que celui de l'énergie, le changement structurel en profondeur, qui avait été subordonné à la reprise urgente et prioritaire des opérations, s'avère maintenant indispensable pour rentabiliser les

nouveaux investissements prévus. Il y a lieu de dissocier la production, le transport et la distribution, d'établir un régulateur du secteur et de créer les conditions de l'entrée des opérateurs privés dans le secteur. La politique d'électrification rurale est à l'étude et un plan triennal visant à jeter les bases d'un programme d'électrification rurale, a été lancé. Ce plan opéra probablement pour la fourniture d'électricité hors réseau dans les zones à faible densité du pays, et l'extension du réseau aux zones plus peuplées selon les moyens disponibles et le soutien des partenaires.

Parmi les politiques nationales, la politique commerciale est à la traîne et il apparaît clairement que les pouvoirs publics s'attachent davantage à promouvoir le commerce international que le commerce régional. L'ambivalence au sujet de la reprise des échanges transfrontaliers traduit vraisemblablement la grande inquiétude des autorités gouvernementales quant aux multiples impondérables de la stabilité, notamment la crainte de la reprise de la contrebande alimentée par le trafic de la drogue et le commerce des minéraux précieux approuvé par l'ONU qui, à leur tour, contribuent sans doute à aviver les problèmes persistants de la corruption. Les préoccupations au sujet de la sécurité alimentaire font que les responsables publics voient d'un mauvais œil l'exportation du riz produit localement et de l'huile de palme, même si ces produits sont en grande demande dans la région. La reprise du commerce régional remet également au centre des préoccupations le problème du déracinement et de la rupture avec l'économie agricole d'une forte proportion

de la population urbaine chassée par le conflit. On sait que la population agricole vit généralement des fruits de son labeur, alors que le segment urbain de la société maintenant coupé de la terre dépend du marché pour s'approvisionner en denrées alimentaires. C'est ce qui explique le souci profond des autorités gouvernementales face à la hausse des prix des denrées, en particulier le riz, qui accentue la vulnérabilité de la jeunesse urbaine pauvre. Et d'ailleurs, les interdictions périodiques du commerce transfrontalier du riz et de l'huile de palme ne sont rien d'autre qu'une tentative visant à empêcher les pénuries alimentaires et éviter que les hausses des prix ne deviennent l'étincelle qui rallume le mécontentement. Le fait ne manque pas d'ironie tant cette attitude contredit la tendance à convertir les agriculteurs de subsistance aux vertus de l'exploitation commerciale pour répondre aux forces du marché. Mais, en même temps, cela dénote le sens des responsabilités des autorités gouvernementales qui expriment par là leur réelle préoccupation pour le bien-être de cette jeunesse frappée par la pauvreté et en proie à toutes les vicissitudes. Le gouvernement est apparemment face à un choix et semble jusqu'ici avoir pris le parti de la stabilité des disponibilités alimentaires, qu'il considère comme la condition de la paix civile, intérêt public suprême, s'il en est. Pour enrayer les maux qui accompagnent le commerce transfrontalier informel, peut-être faudra-t-il faire des investissements propres à ramener les flux des échanges commerciaux dans la sous-région dans les canaux officiels, gage du suivi et de la légitimation du mouvement des marchandises.

## 8. La Sierra Leone dans le concert des nations de la région

Si les neuf années qui ont suivi la fin du conflit ont été riches en réalisations positives sur le plan de la politique nationale et de la gouvernance, on voit bien que la Sierra Leone et ses voisins ne jouent plus dans la même cour que les principaux pays de l'Afrique subsaharienne. On voit, également, comme le montrent les séquelles du conflit dans nombre de pays de la frange côtière, que la Sierra Leone n'est pas en mesure de changer, seule, fondamentalement, son climat d'investissement. En revanche, son appartenance à la CEDEAO, sa participation active aux initiatives de la CER et sa collaboration avec les Etats voisins dans le cadre de l'Union du fleuve Mano peuvent l'aider à surmonter les obstacles nés de ces désavantages.

S'il est vrai que les autorités gouvernementales consacrent une bonne partie de leur temps aux questions internes qui apparaissent comme des priorités, il n'en demeure pas moins qu'elles prennent également à bras le corps la question de l'intégration régionale qu'elles considèrent comme une source d'avantages appréciables et qu'elles entendent promouvoir aussi longtemps qu'un équilibre optimal peut être maintenu entre les projets régionaux et les besoins immédiats de la nation. Le pays adhèrera également sans

réserve aux projets qui servent simultanément les intérêts nationaux et régionaux. Les autorités gouvernementales ne cessent de faire connaître leur bonne disposition à renforcer les liens avec les pays de la région et leurs partenaires au sein de la communauté économique de l'Union du fleuve Mano. Elles entendent, notamment, s'employer sans réserve à faire avancer les objectifs suivants en matière d'intégration économique et infrastructurelle sous-régionale :

- Faire de l'Union du fleuve Mano une institution plus forte, plus crédible et capable d'élaborer et de mettre en œuvre un programme d'intégration avec le soutien des dirigeants politiques dans les États ;
- Élargir le programme de coopération transfrontalière actuel, parrainé par l'UFM sous l'égide de la CEDEAO, pour aller au-delà du trafic des êtres humains, des armes et des drogues à travers les frontières. Tous les États gagneraient à l'élargissement de cette coopération pour inclure la réduction des barrières non tarifaires au commerce, l'investissement dans les installations douanières communes et l'harmonisation des procédures;

■ La Sierra Leone est un participant sérieux au Consortium d'électricité de l'Afrique de l'Ouest et entend prendre part au développement d'un marché énergétique régional dans la perspective du développement de sa production hydroélectrique nationale. Elle est disposée soit à être fournisseur soit à importer auprès du WAPP, aussi longtemps que la priorité sera l'acquisition d'énergie pour stimuler la croissance. Avec la découverte

de réserves de gaz dans sa zone économique exclusive, le pays est également disposé à participer au gazoduc ouest-africain ;

■ La Sierra Leone souhaite encourager la CEDEAO à penser en termes de développement de «couloirs miniers » et le pays serait disposé à participer à cette aventure dans l'avenir.

## 9. Regard prospectif sur les secteurs prometteurs porteurs d'un second souffle de croissance

Dans une démarche prospective, le rapport commence par examiner le poids qu'un État-nation doit avoir pour se forger un avenir de prospérité, ainsi que les mesures propres à transformer les avantages comparatifs de la Sierra Leone en position concurrentielle en plaçant ces avantages dans la perspective d'un contexte régional plus large. Au total, le rapport préconise la mise en œuvre continue de mesures qui renforcent la stabilité de la Sierra Leone, prolongées par des mesures complémentaires de promotion de l'intégration régionale, qui seront pérennisées par l'inclusion d'une composante régionale dans les plans nationaux de développement et de réduction de la pauvreté à venir.

La Sierra Leone, la Guinée, le Libéria et la Guinée-Bissau ne sont pas seulement des «États fragiles», ils forment une «frange continentale fragile». Au retard qui les caractérise, s'ajoute, amplifiée par leur proximité, l'absence dans leur environnement immédiat, d'un stabilisateur ou d'un pôle de croissance qui peut les aider à sortir de la situation actuelle. Ils devront donc compter les uns sur les autres. La réputation de la Sierra Leone comme place d'investissement ou destination touristique ne s'est pas forgée en dehors de celle de toute la sous-région, et un changement de climat d'investissement dans cet espace sous-régional rejaillira sur la Sierra Leone. La réalité est que la Sierra Leone et ses voisins sont en retard au sens de la "courbe de conversion" tandis que plusieurs autres États de la CEDEAO ont pris de l'avance en termes de transformation de leurs avantages naturels en facteurs de compétitivité pour développer leur potentiel de croissance. Le rapport reconnaît clairement les avantages de la coordination interétatique, mais n'en reconnaît pas moins, également, à un État renaissant, la légitimité de s'occuper en priorité des secteurs sur lesquels il exerce un contrôle direct, nonobstant les conditions météorologiques et autres facteurs externes. C'est cette logique qui sous-tend la priorité donnée par la Sierra Leone à la relance de la production et de la productivité agricoles non seulement pour la période du DSRP 2008-2012, mais aussi longtemps que les résultats ne seront pas à la hauteur du potentiel du pays.

Cela étant, la recherche de l'efficacité commande que les planificateurs des politiques prennent en considération les facteurs tant nationaux que régionaux lors de la

### Encadré 2 : Critères de sélection des secteurs prometteurs

- Pouvoir économique
- S'attaque à un déficit de potentiel
- Favorise l'inclusion sociale
- Assure la diversité économique
- Engage le secteur privé
- Produit des résultats positifs assez rapidement
- Renforce l'unité et la stabilité
- Promeut l'intégration régionale

formulation des plans de développement. Ceci est confirmé par le fait qu'une revue des objectifs de développement du gouvernement révèle que certains d'entre eux peuvent être pleinement atteints par l'action nationale indépendante, tandis que d'autres nécessitent une approche régionale concertée. Ainsi, s'agissant des objectifs de production agricole et de gestion des ressources marines, la Sierra Leone peut être à peu près sûre de récolter les fruits des nombreuses initiatives qu'elle met en œuvre pour améliorer les conditions de production des cultures (soit par une meilleure distribution des intrants, la densification des routes de desserte soit par d'autres moyens), sans pour autant avoir la certitude d'obtenir, sous l'effet d'initiatives pertinentes, des améliorations similaires dans le secteur de la pêche maritime : les populations halieutiques dans les eaux de la Sierra Leone continueront de diminuer à moins que les États voisins agissent de concert pour endiguer la pêche illégale et insoutenable dans leurs zones économiques exclusives. La Sierra Leone a donc davantage de marge de manœuvre pour maximiser son potentiel de production des cultures qu'elle n'en a pour la pêche. Cela n'indique pas la supériorité – en termes d'efficacité – d'une politique sur une autre, mais simplement qu'une politique de ressources marines, pour être efficace, doit être mise en œuvre dans un cadre de coordination interétatique. Par ailleurs, étant donné que les deux objectifs stratégiques sont importants, le rapport recommande que les pays de la zone écologique fragile développent un "agenda de développement régional" commun unique sur lequel se

greffera la stratégie de réduction de la pauvreté de ces pays lorsque le moment viendra de préparer, pour chacun d'entre eux, le nouveau plan pour la réduction de la pauvreté et la croissance.

Le rapport dégage un ensemble de critères permettant d'évaluer les secteurs (classés par ordre ascendant à l'aide de données quantitatives et qualitatives) afin de déterminer les secteurs de croissance les plus prometteurs dans le futur. Ces critères, présentés dans la zone texte d'accompagnement, examinent d'abord le potentiel d'impact économique de chaque secteur, mais ne s'arrêtent pas là. En prenant également en considération les facteurs tels que l'inclusion sociale et la vitesse de l'impact, l'analyse maintient l'attention sur la définition d'une stratégie de développement susceptible de renforcer la stabilité sans perdre les avantages de l'intégration régionale. Cette approche a permis de sélectionner les secteurs suivants : pêche, foresterie, élevage, tourisme, construction et industries manufacturières. Trois secteurs, notamment, les cultures, les TIC et les mines sont

désignés comme secteurs de croissance les plus prometteurs dans le futur si cela s'accompagne d'une prise de conscience des risques et des mesures propres à assurer l'inclusion et la multiplication des avantages découlant de l'effet indirect sur les secteurs d'infrastructures connexes. Là où les secteurs choisis donnent des résultats médiocres au regard des critères de sélection, les moyens de traiter ces facteurs de risque sont incorporés dans la stratégie et le plan d'action recommandés afin de réaliser un type de croissance plus favorable et plus inclusif qui produira des retombées plus distributives sur l'économie. Ceci est particulièrement valable pour le secteur minier où les notes sont élevées en ce qui concerne le potentiel, mais faibles au chapitre de l'inclusion et de la stabilité. Il y a lieu de veiller à ce que la future stratégie de développement du secteur évite d'exacerber les problèmes d'exclusion en se gardant de promouvoir un développement sectoriel de type enclave au profit d'une approche en grappes pour le développement du secteur minier et des infrastructures.

## 10. Perspectives pour une production agricole stimulée par le commerce

Secteur prometteur, s'il en est, l'agriculture, en particulier le sous-secteur des cultures reste de nos jours bien au-dessous de ses possibilités, malgré ses bons résultats dans l'économie prise globalement. Pourtant, il est possible de développer le commerce mondial des cultures de rente et le commerce régional des denrées de consommation courante et des produits alimentaires transformés pour soutenir et stimuler de nouveaux progrès dans la production agricole. Les deux formes de commerce renforcent l'esprit mercantile des agriculteurs de subsistance et attirent l'investissement du secteur privé encouragé par les débouchés plus larges ouverts par le commerce. L'infrastructure qui soutient le commerce peut continuer à soutenir la diversification économique et la spécialisation dans l'économie.

Le rapport recommande un soutien politique plus fort au commerce tant régional qu'international de marchandises, en explorant les synergies qui peuvent être réalisées par le renforcement de la structure et de la densité des chaînes de valeur propres aux différents produits de la Sierra Leone – notamment les cultures vivrières et les cultures arbustives – qui font l'objet des différentes formes de commerce. Par exemple, l'étude met en évidence les différences entre la chaîne de valeur de plus en plus dense de la production nationale de riz et la chaîne de valeur «mince» propre à l'exportation du cacao, et assure qu'un engagement plus fort dans les deux formes de commerce créerait des synergies profitables à tous. Il est vraisemblable que les chaînes de valeur des cultures vivrières de la Sierra Leone acquerront plus de «densité» plus rapidement à la faveur du commerce régional que celles des cultures orientées vers le commerce mondial. Dans ce processus, il est possible de développer



les capacités locales de commercialisation des cultures vivrières et éventuellement mettre sur le marché les cultures destinées au commerce extrarégional – pas seulement le cacao, mais le café, les noix de cajou, le gingembre et autres du même genre. C'est là un processus naturel, sain et évolutif d'amélioration des capacités des ressources humaines dans le secteur agricole de la Sierra Leone. À ce titre, les responsables de l'élaboration des politiques de la Sierra Leone devraient réfléchir aux possibilités plus larges qu'offre une politique d'encouragement du commerce régional. Il y a lieu d'engager la réflexion sur le commerce des cultures vivrières pour le pouvoir intrinsèque qu'il pourrait avoir : (1) de servir comme meilleur «laboratoire d'apprentissage» pour les petits exploitants et les commerçants nationaux, et (2) d'amener plus de densité et de concurrence dans les chaînes de valeur des cultures commerciales au moment opportun.

# 11. Perspectives pour une intégration nationale et régionale renforcée par des TIC de meilleure qualité

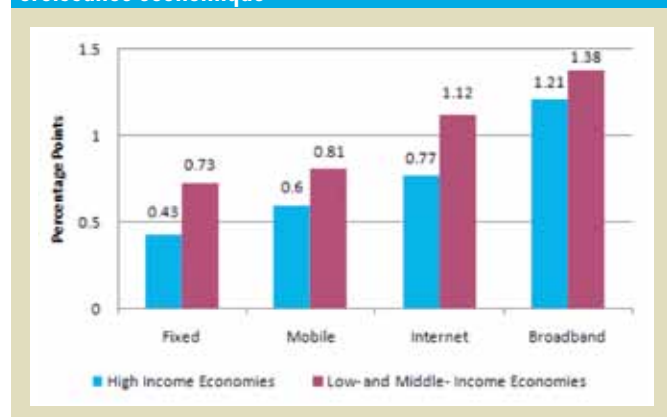
L'hypothèse qui sous-tend ce scénario est que la Sierra Leone donnera un coup de fouet au développement économique et social si les investissements prévus pourvoient aux «chaînon manquant» dans les réseaux régionaux des TIC de la CEDEAO et réduisent la fracture numérique qui maintient le pays en dehors de la communauté Internet mondiale. Ceci est possible grâce aux réformes institutionnelles qui ont partiellement mis fin au monopole dans le secteur et créé les conditions favorables à l'entrée de nouveaux investissements publics et privés qui aideront à combler le fossé numérique. Ces investissements doivent aller de pair avec d'autres réformes qui suppriment le monopole actuel sur le bureau international de transit et ouvrent la voie à la «liberté d'accès» à l'infrastructure de communications nationales et régionales, induisant une plus grande concurrence et des incitations à suivre les progrès technologiques qui émergent dans le monde développé.

La participation au projet de câble sous-marin à fibre optique que le consortium ACE est en train de poser le long de la côte occidentale de l'Afrique, en améliorant la connectivité Internet entre la Sierra Leone et le monde, donnera un coup de fouet à l'accélération de la croissance et du changement. Accompagnées par la création prévue d'un poste national d'atterrissage, ces mesures seront suivies par le développement d'une dorsale terrestre qui rendra moins chère la fourniture de l'internet sur bande large. Elle connectera la zone métropolitaine de Freetown, les stations pivots urbains et les principaux centres d'éducation à l'intérieur et s'intégrera aux réseaux qui pénètrent en profondeur dans la région. Une nouvelle théorie de la croissance rapportée par l'OCDE affirme que l'Internet rapide accroît la productivité des entreprises en

plus de la création de possibilités d'emploi ; et il ressort d'études analytiques que les entreprises qui utilisent le haut débit standard (défini comme la vitesse de connexion supérieure à 256 Kbps) ont en moyenne 10 pour cent de productivité de plus que les entreprises qui utilisent l'accès Internet par ligne commutée. Il y aurait également un lien de causalité entre l'Internet plus rapide et la croissance de l'emploi dans un rapport d'un point de pourcentage d'augmentation de la pénétration du haut débit dans une région pour 0,2-0,3 pour cent par an de croissance de l'emploi dans l'économie privée, non-agricole<sup>2</sup>. Se fondant sur des données de l'UIT (voir Encadré), Qiang affirme qu'une augmentation de dix pour cent de pénétration de l'Internet peut induire un surcroît de 1,12% de croissance économique<sup>3</sup>. Le haut débit stimule encore plus fort ces facteurs de croissance. Les résultats de ces études confortent l'hypothèse que la pénétration du haut débit accroît l'activité économique.

L'économie sierra-léonaise tirera profit d'une meilleure connectivité à maints égards, notamment par l'amélioration du climat d'investissement, la diversification et l'accès des petites et moyennes entreprises à un marché mondial plus vaste. Le secteur touristique, en particulier, peut espérer gagner en valeur directe en permettant aux clients potentiels de passer d'une connectivité passive à une connectivité interactive où les préférences et les habitudes en matière de tourisme de vacances dictent le choix des voyages auto-planifiés par l'internet au détriment des agents de voyage. Cela nécessite des sites plus sophistiqués et plus accessibles que ceux qui sont actuellement disponibles dans les entreprises en Sierra Leone – des sites qui ont une plus grande capacité interactive.

Figure 3 : Hausse du taux de pénétration de 10% - Impact sur croissance économique



Moins chers, plus accessibles, les services Voix sur IP amélioreront la capacité des Sierra-Léonais à traiter leurs affaires par delà les frontières et le taux d'utilisation va augmenter tout comme le niveau d'intégration dans l'économie régionale. Le secteur financier également devrait tirer parti, en termes d'efficacité, de l'amélioration des TIC allant de pair avec un solide régime de réglementation par la facilitation des paiements, la réduction du coût des transactions financières et l'intégration dans l'économie marchande d'une plus grande proportion de la population «non bancarisée». Une meilleure connectivité peut aussi améliorer la fourniture par le gouvernement de toute une gamme de services publics, notamment la santé, l'éducation, la surveillance de la sécurité alimentaire et la vulgarisation dans le secteur agricole, toutes choses qui, en somme,

2 D'après WB WARCIP Appraisal, (Crandall et al, 2007).

3 Qiang, "Telecommunications and Economic Growth," 2009.

contribuent à la réalisation de l'objectif important de réduction de la pauvreté.

Les TIC peuvent également améliorer la gouvernance et la participation citoyenne, la transparence et l'unité. Au niveau national, la Sierra Leone a récemment adopté la Loi sur la liberté de l'information (*Freedom of Information Act*) et entend améliorer la transparence du gouvernement et la responsabilité envers le public. Les TIC sont un outil essentiel pour diffuser l'information de manière proactive et répondre aux demandes de renseignements le cas échéant. L'une des observations faites au sujet de la décennie de conflit en Sierra Leone est que le gouvernement avait une mauvaise information sur les menaces émergentes et l'évolution de la situation sur le terrain et cela, conjugué à une infrastructure routière délabrée, a rendu extrêmement difficile pour les forces armées d'intervenir de manière efficace. L'amélioration de l'infrastructure de communications devrait remédier à ces insuffisances, d'autant qu'un réseau de communications d'urgence sera établi pour permettre au gouvernement d'avoir en propriété propre une source sûre et dédiée de connectivité utilisable dans les situations d'urgence. À ce titre, des TIC de meilleure qualité donneront au gouvernement le moyen de mieux sauvegarder la sécurité et la stabilité de la nation en la préservant des menaces intérieures ou extérieures à l'avenir.

L'infrastructure des TIC favorisera la naissance de systèmes de gouvernement électronique qui permettront de réaliser de multiples tâches de gestion du secteur public,

au double plan national et régional. Le gouvernement sierra-léonais souhaite ardemment participer à ECOWAN pour la facilité qu'il donnera au secteur public de gérer sa participation à la vision de la CEDEAO d'une région sans frontières tout en offrant un moyen sûr et fiable de stocker et de transférer des données sensibles entre les États membres, la Commission et les autres institutions et organismes de la CEDEAO. Par exemple, la participation de la Sierra Leone dans le GIABA pour la lutte anti-blanchiment et prévenir le financement du terrorisme, sera renforcée par la capacité de partage de l'information sur l'immigration et les renseignements financiers. L'effort régional pour enrayer le trafic transfrontalier de drogues illégales – une autre menace majeure pour la stabilité en Sierra Leone – sera également renforcé lorsque la coordination électronique permettra aux entités d'application de la loi dans la sous-région de s'attaquer à ce problème de manière concertée et en temps réel. Des TIC de meilleure qualité permettront également l'interaction à distance entre et parmi les chefs de gouvernement et chefs d'agence de la CEDEAO par le biais des applications multimédias, rendant ainsi la fréquence des contacts beaucoup plus grande et améliorant considérablement l'esprit communautaire parmi les participants. Enfin, les TIC peuvent améliorer les conditions du commerce en facilitant les paiements transfrontaliers, la circulation de l'information sur le marché et les prix et la gestion des informations requises pour les systèmes de traçabilité et les systèmes de certification de la qualité qui sont devenus une partie essentielle du commerce mondial des denrées alimentaires.

## 12. Perspectives pour le développement de couloirs miniers régionaux

Le scénario de croissance envisagé ici repose sur l'assertion que la Sierra Leone a la possibilité de gérer le secteur des minéraux industriels dans le cadre d'un développement en grappes dans des couloirs et des zones minières formellement désignés à cet effet au sein de l'Union du fleuve Mano. C'est un projet ambitieux qui exige que les responsables aient une bonne vision de l'avenir, de grandes capacités de planification et de coordination régionale. Il exige également la sagesse de renoncer aux avantages à court et à moyen terme d'un mode de développement du secteur minier de type enclave, reposant sur une stratégie exclusive "d'extraction et d'exportation", au profit d'une approche plus patiente, mais régionalement coordonnée, basée sur le développement de couloirs d'infrastructures.

La logique qui sous-tend ce scénario de développement est que les États membres de l'Union du fleuve Mano – Sierra Leone, Guinée et Libéria – sont individuellement dotés de riches gisements de minéraux, mais manquent d'infrastructures et sont au bas de l'échelle en termes de développement humain. Alors que ces pays pourraient

continuer de suivre des voies distinctes pour mettre en valeur leurs dépôts de minéraux, les gouvernements respectifs sont encouragés à réfléchir aux avantages qu'un mode de développement différent, mais régionalement intégré, pourrait offrir. Une stratégie de développement de couloirs autour des zones où la présence de grandes quantités de minéraux de faible valeur est attestée justifierait l'investissement dans des infrastructures à grande échelle. La logique est assez simple: l'investissement dans l'infrastructure et l'investissement dans l'exploitation de gisements à faible teneur demandent beaucoup de temps pour produire des rendements économiques. Les durées de vie des deux types d'investissement sont donc synergiques. Les importants tonnages de bauxite et de minerai de fer trouvés dans la sous-région pourraient faire l'objet de projets d'extraction et de traitement de minéraux de longue durée, qui à leur tour justifient l'infrastructure de longue durée. En développant cette infrastructure de longue durée pour servir simultanément d'autres secteurs et de multiples clients, l'investissement dans l'infrastructure régionale de grande envergure peut se

justifier. Tout en permettant l'extraction et l'exportation à destination des ports ou des centres de transformation situés plus à l'intérieur, l'infrastructure portuaire, ferroviaire, routière et électrique conçue à cet effet, mais dimensionnée pour servir plus que le secteur minier, peut produire un type de développement multiplicateur de croissance. La promesse de croissance ne vient pas de l'extraction minière seule, mais du développement de couloirs de ressources minérales et d'infrastructures qui désenclavent les régions et libèrent d'autres types de potentiel économique. L'infrastructure de transport polyvalente le long de tels couloirs sortira les zones rurales de l'isolement et les intégrera davantage dans l'économie nationale et régionale.

Dans la sous-région, la plupart des activités minières sont actuellement des opérations enclavées et les sociétés minières sont obligées d'investir dans l'infrastructure connexe qui répond à leurs besoins. A l'heure actuelle, par exemple, la Sierra Leone oblige ses concessionnaires à prendre en charge une grande partie des coûts d'investissement dans les infrastructures et, même si celles-ci sont conçues pour servir leurs propres intérêts et d'autres sociétés minières, les conditions imposées semblent indiquer que les investissements sont pris au moindre coût à l'échelle minimale requise pour ne pas faire obstacle au rendement privé potentiel.

Le compromis dans ce type de développement enclavé autonome est que le pays doit fournir aux investisseurs des systèmes d'incitation qui réduisent les recettes fiscales et seraient moins nécessaires s'il y avait une plus grande participation publique au financement de l'infrastructure polyvalente. Une alternative à l'approche fondée sur l'autonomie serait que le secteur public s'engage davantage dans le parrainage et le développement d'infrastructures au service de plusieurs utilisateurs et objectifs économiques, notamment les clients du secteur minier en tant qu'utilisateurs principaux. C'est la combinaison qui rend la stratégie de développement en grappes des ressources minérales et des infrastructures si intéressante pour les États de l'Union du fleuve Mano.

Cette approche encourage les États-nations participants à envisager les avantages des réseaux d'infrastructures d'envergure régionale au lieu des réseaux purement nationaux de manière à induire l'efficacité et les réductions de coûts qui confortent l'avantage que chaque pays peut tirer du développement de couloirs. Par exemple, la Sierra Leone et le Libéria peuvent donner à la région orientale de la Guinée un accès rapproché aux localités susceptibles d'abriter des ports maritimes pour l'exportation de minerai en vrac, au lieu de le transporter à travers tout le territoire guinéen jusqu'à la côte occidentale lointaine. Réciproquement, s'agissant de l'énergie nécessaire pour l'exploitation des mines

ou la transformation des minéraux en Sierra Leone et au Libéria, on pourrait choisir de donner la priorité à l'électricité produite en Guinée et transportée par les lignes du Consortium d'électricité de l'Afrique de l'Ouest (WAPP) jusqu'aux localités pertinentes dans leurs territoires respectifs.

L'analyse montre qu'il y a un écart énorme entre les performances antérieures du secteur minéral de la Sierra Leone et ses perspectives d'avenir, reposant en grande partie sur la découverte de nouveaux gisements minéraux, l'intérêt que les investisseurs étrangers continuent de lui porter et l'amélioration du cadre de gouvernance. En outre, l'exploitation minière peut aboutir au développement industriel en aval s'il s'accompagne d'activités de transformation, ce qui contribuera à la diversification de l'économie. D'autre part, la stratégie de développement proposée n'est pas celle que l'on peut espérer voir porter rapidement des fruits. Plutôt, il serait préférable que les pays membres de l'Union du fleuve Mano investissent au bon moment et veillent à établir des systèmes harmonisés de garantie et de gouvernance pour s'assurer que les richesses minérales de la région sont exploitées pour le plus grand profit de chaque nation et de la région.

L'étude met en garde contre les risques potentiels d'une croissance économique fondée sur l'industrie extractive sans souci des conséquences sociales et environnementales. Elle note également que les opérations minières sont potentiellement créatrices d'un grand nombre d'emplois rémunérateurs dans le secteur structuré, avec, cependant, des risques de creusement des inégalités dans la société en l'absence d'autres mesures propres à générer un effet multiplicateur et à améliorer concrètement la vie des communautés bénéficiaires. Le phénomène de la «malédiction des ressources» existe bien dans d'autres pays voisins de la CEDEAO et la propension des richesses minérales à favoriser les conflits en est un que la Sierra Leone connaît trop bien. Le développement du secteur minier doit donc impérativement être sous-tendu par d'excellentes normes de gouvernance et une vigilance constante sur la façon dont les bénéfices sont distribués dans le pays pour s'attaquer à la pauvreté et améliorer le niveau de vie de la nation.

En l'absence de mesures d'accompagnement et du type adéquat de stratégie de développement, le gouvernement sierra-léonais ferait mieux de geler ses ambitions minières pendant quelque temps encore. Le développement du secteur minier doit donc être envisagé dans une perspective à long terme, et non pas comme une course hippique dictée par l'urgence, dès lors que les ressources minérales qui existent ne vont pas disparaître et gagneront plus de valeur de rareté à mesure que le temps passe.

# 13. Plans en matière d'infrastructure pour renforcer la stabilité nationale et exploiter le potentiel des secteurs prometteurs

Tableau 4 : Les améliorations de l'infrastructure peuvent aider à réduire les risques de menaces

	Infrastructure		
	Approvisionnement amélioré en électricité	Communications améliorée	Réseaux de transport améliorés
<b>Réduire la menace</b>			
<b>Employment for Youth</b>	Création indirecte d'emplois	BPO= création directe d'emplois; Création indirecte d'emplois grâce à la croissance tirée par les TIC	Prometteur: construction & services des transports
<b>Faire échec aux activités illicites</b>	-	Via ECOWAN VPN & système de com. d'urgence	Améliorer l'accès aux mécanismes de sécurité
<b>Réduire les inégalités</b>	Si expansion du réseau national	W/ dorsale terrestre	Réseau routier principal lie l'intérieur w/ capital
<b>Combattre la corruption</b>	-	Permet utilisation outils électronique par le gouvernement et transparence accrue	-
<b>Améliorer la sécurité alimentaire</b>	Agro-industrie / la réfrigération préserve la production; réduit les pertes post-récoltes	Transmet une meilleure information pour permettre aux marchés d'être plus efficaces	Routes de desserte connectent les producteurs aux marchés

Le dernier chapitre du rapport a trait aux plans d'action qui visent à éliminer les obstacles à la croissance dans les secteurs prometteurs, à savoir, notamment, le déficit d'infrastructure et les réformes sectorielles indispensables pour faciliter l'investissement. L'étude examine les programmes de développement d'infrastructure actuels, à moyen et à long terme du gouvernement et met en évidence les sous-composantes qui sont les plus à même de réduire les contraintes. Lorsque les plans de développement du secteur ne sont pas entièrement élaborés ou sont encore au stade de la conception, l'étude présente des solutions d'infrastructure logiques, accompagnées de scénarios d'investissement plausibles sans estimations de coûts, pour examen détaillé par le gouvernement sierra-léonais et ses partenaires au développement.

Au total, le rapport recommande le choix sélectif d'une stratégie de développement d'infrastructure pour les deux prochaines décennies, qui, avec l'aide des partenaires au développement, sera bénéfique pour le pays et permettra à la Sierra Leone de remédier aux graves insuffisances dont elle souffre dans les secteurs de l'énergie, des transports, du commerce, de l'irrigation et des communications.

Du point de vue de la stabilité, un parc renouvelé d'infrastructure de meilleure qualité permettra à la Sierra Leone de maintenir la sécurité, de contrer les menaces et de passer d'un état de fragilité à une situation de prospérité. L'étude nous rappelle que l'augmentation des investissements dans les infrastructures peut avoir un impact direct sur la stabilité du pays en réduisant sa vulnérabilité aux menaces comme résumé au tableau ci-dessus.

L'étude envisage quatre scénarios de croissance distincts, sous-tendus par des programmes d'investissement d'infrastructure (PII) de «base» et «optionnels», examinés chacun séparément. Le PII pour chaque scénario de croissance donné est présenté en deux parties, commençant par le programme d'investissement d'infrastructure de «base» (PII-B), considéré comme essentiel pour débloquer la croissance du secteur, pour passer au programme d'investissement d'infrastructure «optionnel» (PII-O), considéré comme utile, mais finalement moins important, mais optimal (PII-O) pour la réalisation de la promesse de croissance du secteur identifié. Les programmes sectoriels sont conçus pour soutenir les scénarios de croissance alternatifs répondant aux exigences suivantes:

1. Production de cultures industrielles dopée par le commerce mondial ;
2. Production de cultures vivrières et agroindustrielles dopée par le commerce régional ;
3. Développement du secteur des communications pour réduire la fracture numérique ; et
4. Aménagement spatial de pôles de croissance le long de couloirs régionaux de ressources minérales et d'infrastructure nécessitant le développement d'infrastructure polyvalente

Le tableau ci-dessous présente l'enchaînement logique selon lequel ces scénarios de croissance et les stratégies de développement assoient et renforcent la stabilité de la Sierra Leone au moyen des mesures qui améliorent l'unité interne et l'intégration régionale.

**Tableau 5 : Les améliorations de l'infrastructure contribuent à la stabilité**

	Stratégies / Contribuer à la stabilité en offrant:		
	Croissance des échanges agricoles	Expansion de l'approvisionnement et des Services TIC	Croissance thématique Mines-Infrastructure
<b>Contribute to Stability :</b>			
<b>Emploi pour les jeunes</b>	Commerce & transport probablement plus attrayant que le mode de vie agricole	TIC Attrayant pour les jeunes—requiert la formation	Principale source de création d'emplois / secteur structuré
<b>Faire échec aux activités illicites</b>	Surveillance des frontières & formalisation du commerce	ECOWAN améliorera la coordination régionale	-
<b>Réduire les inégalités</b>	-	Lutter contre l'isolement des zones rurales	Engagement de la communauté
<b>Combattre la corruption</b>	-	Améliorer la transparence et la libéralisation de l'information	<i>Risque:</i> le développement thématique peut s'avérer moins évident que le développement de type enclave
<b>Améliorer la sécurité alimentaire</b>	Promouvoir la compétitivité: sécurité alimentaire ≠ auto-suffisance	-	-
<b>Intégration en vue du renforcement de la stabilité régionale</b>	Intégrer les marchés	Intégrer les réseaux de communication	Intégrer les réseaux de transport

Des estimations de coûts préliminaires sont faites en regard des interventions nécessaires pour remédier au déficit d'infrastructure et répondre aux besoins de renforcement des capacités dans les secteurs des routes, du commerce, de l'agriculture irriguée, des TIC et de l'énergie. Au total, ces interventions nécessitent une enveloppe de 2,455 milliards de dollars américains. Des consultations vont maintenant être engagées avec le gouvernement de la Sierra Leone et les partenaires au développement sur la validité et la pertinence des portefeuilles d'investissement identifiés et des estimations de coûts correspondantes. Des estimations de coûts restent à faire pour l'investissement dans le transport ferroviaire et fluvial, l'irrigation, la modernisation du port ainsi que la mise à niveau du programme de développement du hub de Freetown ; elles ne sont donc pas comprises dans l'estimation du coût total du programme. Le gouvernement est encouragé à dire si les PII identifiés sont réellement souhaitables et, si oui, à élaborer des estimations préliminaires des coûts autant que possible ainsi que des plans à long terme pour évaluer la faisabilité économique de grappes d'infrastructures minières en particulier. Ces renseignements informeraient utilement la Commission de la CEDEAO, la BIDC, l'Union africaine, le NEPAD et leurs unités de planification respectives sur la volonté de la Sierra Leone de

participer activement au programme de développement d'infrastructure à long terme de la région en cours de préparation en vue de sa réalisation dans le futur. Ces informations seraient également utiles aux partenaires au développement engagés dans des programmes régionaux, par exemple, l'UE, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. Parallèlement, les partenaires au développement sont encouragés à voir comment ils peuvent aider le GoSL pour ce qui concerne les études de faisabilité, les plans de financement et de mise en œuvre pour renforcer globalement la stabilité, l'intégration régionale et la croissance favorable aux pauvres et contribuer à sortir la nation de l'état de fragilité pour bâtir un État fort.

Le tableau récapitulatif A présenté à la fin de ce rapport indiquent les objectifs de financement préliminaires et le déficit de financement que l'on souhaiterait voir comblé. Ce tableau présente les projets qui ont déjà obtenu le soutien des partenaires au développement et du secteur privé et ceux pour lesquels un financement est toujours nécessaire. Les colonnes sectorielles présentent les mêmes données de coût total, tandis que la répartition des programmes d'investissements est déterminée par les scénarios de croissance ■



**Tableau A: Consolidation de l'Ensemble des Projets d'Infrastructure Envisagés pour Toutes les Catégories  
Y Inklus la totalite des projets connus du GOSL + Les recommandations de la BAD**

RÉSUMÉ DES COÛTS ESTIMATIFS PAR SCÉNARIO : COÛTS GLOBAUX DES INFRASTRUCTURES POUR LA PÉRIODE 2010-2030 (Millions de dollars américains)											
Catégorie d'infrastructure	Détails	Total	R or N?	Statut	Intégré à des réseaux régionaux?	Enveloppe nationale de financement	Enveloppe régionale de financement	Objectifs de financement			
								Secteur public	Partenaire de dtv	Privé	
Statut clé: U = Non programmé; P = Programmé & dans le Pipeline; NYI = Préparé mais NON encore mis en œuvre; I = mis en œuvre											
Transport routier	Routes de desserte	\$25,01	N	P/NYI/I	NON	\$25,01	\$0,00	\$1,18	\$23,83	\$0,00	
	Routes intérieures pour camions Catégorie A	\$373,80	N	P/NYI/I	NON	\$373,80	\$0,00	\$0,00	\$373,80	\$0,00	
	Routes intérieures pour camions Catégorie B	\$45,28	N	P/NYI/I	NON	\$45,28	\$0,00	\$0,00	\$45,28	\$0,00	
	Autoroute côtière régionale de la Côte du Sud Catégorie A	\$59,01	-	P	OUI	\$0,00	\$59,01	\$0,00	\$59,01	\$0,00	
Légende de tramage	Entretien du réseau routier principal	\$330,40	N	P	NON	\$330,40	\$0,00	\$330,40	\$0,00	\$0,00	
Nos suggestions	Lien routier Kamakwie SL à Medina Dula Guinée*	\$1,25	R	U	OUI	\$1,25		\$0,00	\$1,25	\$0,00	
	Lien routier frontalier Falaba SL à Faranah Guinée	\$1,00	R	U	OUI	\$1,00		\$0,00	\$1,00	\$0,00	
	Lien routier frontalier Koindu SL à Guekedou Guinée	\$0,50	R	U	OUI	\$0,50		\$0,00	\$0,50	\$0,00	
	Lien routier frontalier Koindu SL à Voinjama Libéria	\$0,50	R	U	OUI	\$0,50		\$0,00	\$0,50	\$0,00	
	Pont au-dessus de la Rivière Marama	TBD	R	U	OUI	TBD		\$0,00	TBD	\$0,00	
	4 Stations plateaux fixes aux postes frontières	\$2,00	R	U	OUI	\$2,00		\$0,00	\$2,00	\$0,00	
<b>TOTAL routes</b>	<b>Ensemble des projets routiers, n'incluant pas les coûts TBD</b>	<b>\$838,74</b>	-	-	-	<b>\$779,74</b>	<b>\$59,01</b>	<b>\$331,58</b>	<b>\$507,17</b>	<b>\$0,00</b>	
Facilités de commerce	Centres de marchés	\$12,00	R	U	OUI	\$12,00		\$0,00	\$12,00	\$0,00	
	Facilités communes aux frontières	\$16,00	R	U	OUI	\$16,00		\$0,00	\$16,00	\$0,00	
	Renforcement des capacités pour les facilités communes aux frontières	\$6,00	R	U	OUI	\$6,00		\$0,00	\$6,00	\$0,00	
	Coûts récurrents imputés au GOSL	TBD	N	U	OUI	TBD		\$0,00	TBD	\$0,00	
<b>TOTAL commerce</b>	<b>Ensemble des projets de commerce, n'incluant pas les coûts TBD</b>	<b>\$34,00</b>	-	-	-	<b>\$34,00</b>	-	<b>\$0,00</b>	<b>\$34,00</b>	<b>\$0,00</b>	
Transports fluviaux	Docks fluviaux, quais, dragage	TBD	N	U	NON	TBD	\$0,00	\$0,00	TBD	\$0,00	
<b>TOTAL fluvial</b>	<b>All River Transport Projects</b>	<b>TBD</b>	-	-	-	<b>TBD</b>	<b>\$0,00</b>	<b>\$0,00</b>	<b>TBD</b>	<b>\$0,00</b>	
Secteur de l'Energie											
Production	ABSL (Addax Bio-Energy Sierra Leone)	\$45,50	N	I	OUI/CEAO	\$45,50	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$45,50	
	Bumbuna II, III & IV	\$748,80	N	U/P (?)	OUI/CEAO	\$748,80	\$0,00	\$0,00	\$748,80	\$0,00	
	Bekongor Hydro	TBD	N	U	OUI/CEAO	TBD	\$0,00	\$0,00	TBD	TBD	
	Bagbe-Bafin River Hydro	TBD	N	U	OUI/CEAO	TBD	\$0,00	\$0,00	TBD	TBD	
	Kamatimbo Hydro	TBD	N	U	OUI/CEAO	TBD	\$0,00	\$0,00	TBD	TBD	
	Energie solaire pour l'assèchement de culture	\$3,00	N	U	NON	\$3,00	\$0,00	\$0,00	\$1,50	\$1,50	
	Energie solaire pour la fourniture au réseau-- Elec. Rurale	Ind in Rural Dist	N	U	NON	Ind in Rural Dist	\$0,00	\$0,00	Ind in Rural Dist	\$0,00	
Transmission	Etablissement Transmission WAPP CLSG (Coût total)	\$479,52	R	NYI	OUI	-	\$479,52	\$0,00	\$479,52	\$0,00	
Distribution	Construction du réseau de distribution rural WAPP	\$140,00	N	U	NON	\$140,00	\$0,00	\$0,00	\$140,00	\$0,00	
Gestion du secteur et renforcement des capacités	Dégroupage du secteur et réforme	\$15,00	N	P	NON	\$15,00	\$0,00	\$0,00	\$15,00	\$0,00	
	Plan d'électrification rurale	\$15,00	N	P	NON	\$15,00	\$0,00	\$0,00	\$15,00	\$0,00	
	Etablissement et renforcement des régulateurs au secteur	\$5,00	N	U	NON	\$5,00	\$0,00	\$0,00	\$5,00	\$0,00	
	Etablissement et renforcement des agences de régulation	\$5,00	N	U	NON	\$5,00	\$0,00	\$0,00	\$5,00	\$0,00	
<b>TOTAL énergie</b>	<b>Ensemble des projets du secteur de l'Energie</b>	<b>\$1 456,82</b>	-	-	-	<b>\$977,30</b>	<b>\$479,52</b>	<b>\$0,00</b>	<b>\$1 409,82</b>	<b>\$47,00</b>	
Conn. Internationales	Connection au câble de fibre optique ACE à haut débit	\$25,00	R	I	OUI	-	\$25,00	\$0,00	\$25,00	\$0,00	
Conn. Nationales	Etab. Du réseau national d'urgence VPN Freetown, Nat'l IXP	\$1,70	N	I	NON	\$1,70	-	\$0,00	\$1,70	\$0,00	
	Fibre-optique réseau métropolitain à larges bandes	\$29,00	N	NYI	NON	\$29,00	-	\$0,00	\$29,00	\$0,00	
	Opérations & maintenance	\$1,00	N	NYI	NON	\$1,00	-	\$0,00	\$1,00	\$0,00	
	Etablissement des câbles d'accès WIMAX	\$1,61	N	NYI	NON	\$1,61	\$0,00	\$0,00	\$1,61	\$0,00	
	Réseau terrestre: conception & installation de 610 km. de câble de fibres optiques au travers la SL et traversant les frontières avec la Guinée et le Libéria; permettre la participation à ECOWAN	\$15,25	R	NYI	OUI	\$15,25	\$0,00	\$0,00	\$15,25	\$0,00	
	Extension du réseau phase 2. Installation de +246km de câble terrestres à l'intérieur du pays, inclus points de dessertes et insertion	\$15,00	N	NYI	NON	\$15,00	\$0,00	\$0,00	\$15,00	\$0,00	
Enabling Env't for Connectivity	Extension du réseau phase 3 au long de 15 rayons destinés à atteindre les zones des mines, chefs lieu de districts, sites de tourisme et d'éducation	\$12,80	N	P	NON	\$12,80	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$12,80	
	Commercialize SierraTel, Liberalize int'l gateway, PPP for SALCAB SPV Landing Station; Divestiture of part of SALCAB for PSP	\$2,90	R	I	OUI	\$0,00	\$2,90	\$0,00	\$2,90	\$0,00	
Environnement favorable aux applications	Mise en œuvre des projets	\$1,30	R	I	OUI	\$0,00	\$1,30	\$0,00	\$1,30	\$0,00	
	Etudes techniques et marketing, business plans	\$0,35	R	NYI	OUI	\$0,35	\$0,00	\$0,00	\$0,35	\$0,00	
<b>TOTAL ICT</b>	Mise en œuvre des projets & Renforcement des Capacités	\$1,30	N	NYI	OUI	\$1,30	-	\$0,00	\$1,30	\$0,00	
	<b>Ensemble des Projets ICT</b>	<b>\$107,21</b>	-	-	-	<b>\$78,01</b>	<b>\$29,20</b>	<b>\$0,00</b>	<b>\$94,41</b>	<b>\$12,80</b>	
Eau	Irrigation	\$18,00	N	U	NON	TBD	TBD	\$0,00	\$4,50	\$13,50	
<b>TOTAL Eau</b>		<b>\$18,00</b>	-	-	-	<b>\$18,00</b>	<b>TBD</b>	<b>\$0,00</b>	<b>\$4,50</b>	<b>\$13,50</b>	
Zones de développement	Pont Lungi-Freetown bridge & travaux associés	TBD	N	U	NON	TBD	TBD	TBD	TBD	TBD	
Port	Développement du terminal minier @ Port QE	TBD	R	U	NON	TBD	TBD	TBD	TBD	TBD	
Transport ferroviaire	Connections Corridors ferroviaires ECOWAS	TBD	R	U	OUI	TBD	TBD	TBD	TBD	TBD	
<b>GRAND TOTAL</b>		<b>\$2 455</b>	-	-	-	<b>\$1 887</b>	<b>\$568</b>	<b>\$332</b>	<b>\$2 050</b>	<b>\$73</b>	

							Attributions des paquets d'investissement d'infrastructure aux différents scénarios							
Financements garantis			Besoins/Gap de financement			Commerce global en cultures commerciales		Commerce régional en cultures de subsistance		TIC		Mine		
Secteur public	Partenaire de dtv	Privé	Secteur public	Partenaire de dtv	Privé	Cas de base	Option	Cas de base	Option	Cas de base	Option	Cas de base	Option	
\$1,18	\$16,79	\$0,00	\$0,00	\$7,04	\$0,00	\$25,01	-	\$25,01	-	-	-	-	-	
\$0,00	\$121,14	\$0,00	\$0,00	\$252,66	\$0,00	\$373,80	-	\$373,80	-	-	-	\$373,80	-	
\$0,00	\$0,91	\$0,00	\$0,00	\$44,37	\$0,00	\$45,28	-	\$45,28	-	-	-	\$45,28	-	
\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$59,01	\$0,00	\$59,01	-	\$59,01	-	-	-	\$59,01	-	
\$330,40	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$330,40	-	\$330,40	-	-	-	\$330,40	-	
\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$1,25	\$0,00	-	-	\$1,25	-	-	-	\$1,25	-	
\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$1,00	\$0,00	-	-	\$1,00	-	-	-	\$1,00	-	
\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,50	\$0,00	-	-	\$0,50	-	-	-	\$0,50	-	
\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,50	\$0,00	-	-	\$0,50	-	-	-	\$0,50	-	
\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	TBD	\$0,00	-	-	TBD	-	-	-	-	-	
\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$2,00	\$0,00	-	-	\$2,00	-	-	-	\$2,00	-	
\$331,58	\$138,84	\$0,00	\$0,00	\$368,33	\$0,00	\$833,49	\$0,00	\$838,74	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$813,74	\$0,00	
\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$12,00	\$0,00	-	-	\$12,00	-	-	-	\$12,00	-	
\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$16,00	\$0,00	-	-	\$16,00	-	-	-	\$16,00	-	
\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$6,00	\$0,00	-	-	\$6,00	-	-	-	\$6,00	-	
\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	TBD	\$0,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$34,00	\$0,00	-	-	\$34,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$34,00	\$0,00	
\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	TBD	\$0,00	-	À inclure	À inclure	-	-	-	-	-	
\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	TBD	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
\$0,00	\$0,00	\$45,50	\$0,00	\$0,00	\$0,00	-	\$45,50	\$45,50	-	-	-	\$45,50	-	
\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$748,80	\$0,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	TBD	TBD	-	-	-	-	-	-	-	-	
\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	TBD	TBD	-	-	-	-	-	-	-	-	
\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	TBD	TBD	-	-	-	-	-	-	-	-	
\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$1,50	\$1,50	\$3,00	-	-	-	-	-	-	-	
\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
\$0,00	\$479,52	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	-	\$479,52	\$479,52	-	-	-	\$479,52	-	
\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$140,00	\$0,00	-	\$140,00	\$140,00	-	-	\$140,00	\$140,00	-	
\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$15,00	\$0,00	-	\$15,00	\$15,00	-	-	-	\$15,00	-	
\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$15,00	\$0,00	-	\$15,00	\$15,00	-	-	-	\$15,00	-	
\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$5,00	\$0,00	-	\$5,00	\$5,00	-	-	-	\$5,00	-	
\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$5,00	\$0,00	-	\$5,00	\$5,00	-	-	-	\$5,00	-	
\$0,00	\$479,52	\$45,50	\$0,00	\$930,30	\$1,50	\$3,00	\$705,02	\$705,02	\$0,00	\$0,00	\$140,00	\$705,02	\$0,00	
\$0,00	\$25,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	-	-	-	-	\$25,00	-	-	-	
\$0,00	\$1,70	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	-	-	-	-	\$1,70	-	-	-	
\$0,00	\$29,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	-	-	-	-	\$29,00	-	-	-	
\$0,00	\$1,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	-	-	-	-	\$1,00	-	-	-	
\$0,00	\$1,61	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	-	-	-	-	\$1,61	-	-	-	
\$0,00	\$15,25	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	-	-	-	-	\$15,25	-	-	-	
\$0,00	\$15,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	-	-	-	-	\$15,00	-	-	-	
\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$12,80	-	\$12,80	-	\$12,80	\$12,80	-	-	\$12,80	
\$0,00	\$2,90	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	-	-	-	-	\$2,90	-	-	-	
\$0,00	\$1,30	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	-	-	-	-	\$1,30	-	-	-	
\$0,00	\$0,35	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	-	-	-	-	\$0,35	-	-	-	
\$0,00	\$1,30	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	-	-	-	-	\$1,30	-	-	-	
\$0,00	\$94,41	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$12,80	\$0,00	\$12,80	\$0,00	\$12,80	\$107,21	\$0,00	\$0,00	\$12,80	
-	-	-	\$0,00	\$4,50	\$13,50	-	-	\$18,00	-	-	-	-	-	
\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$0,00	\$4,50	\$13,50	-	-	\$18,00	\$0,00	-	-	\$0,00	\$0,00	
TBD	TBD	TBD	TBD	TBD	TBD	-	À inclure	À inclure	-	-	-	-	-	
TBD	TBD	TBD	TBD	TBD	TBD	-	-	-	-	-	-	-	-	
TBD	TBD	TBD	TBD	TBD	TBD	-	À inclure	À inclure	-	-	-	-	-	
\$332	\$713	\$46	\$0	\$1 337	\$28	\$836	\$718	\$1596	\$13	\$107	\$140	\$1553	\$13	





